

TABLE RONDE

Introduction de la journée suite aux présentations de Luc Bousquet, responsable des partenariats de l'ENSAL et de Stéphane Gomez adjoint à Madame le Maire de Vaulx-en-Velin en charge de l'urbanisme et de la politique de la ville.

Claire Brossaud

Bonjour à tous. Je suis Claire Brossaud, je vais introduire la journée en vous présentant d'abord le contexte dans lequel elle s'inscrit. Un contexte à la fois de recherche et un contexte qui prend appui, racine, sur la société civile à travers le festival Le Temps des communs.

Comme vous le savez sans doute, la notion de commun a pris une importance de plus en plus forte ces dernières années, notamment parce qu'il y a des initiatives qui se sont développées pour générer, pour gérer et pour partager des ressources sur les territoires. Parmi ces initiatives, vous en avez un certain nombre qui sont présentées ici : il y a des jardins partagés, de l'habitat coopératif ou collaboratif, des monnaies locales, des communautés de défense du patrimoine écologique, culturel ou industriel, des collectifs qui prônent aussi une énergie partagée, des sciences et des contenus ouverts, des collectifs qui envisagent le logiciel sous une forme également ouverte et libre.

Donc à l'appui de ces forces vives, il y a un festival qui s'appelle Le Temps des Communs qui a été institué, porté d'abord par la ville de Brest il y a 4 ou 5 ans, qui s'est ensuite fédéré en 2012, à travers le réseau francophone des communs, grâce à une association qui s'appelle VECAM qui travaille sur la citoyenneté et le numérique. En 2012, la première édition du festival s'est tenue à l'échelle de la francophonie, et elle avait pour but de donner à voir, à comprendre et à expérimenter les communs. Cette première édition a eu lieu et il a été décidé par le réseau francophone de faire une deuxième édition qui a lieu en ce moment, du 5 au 18 octobre avec le même objectif, et avec des ambitions un peu plus grandes. Il y a à peu près à l'échelle de la francophonie, 7 pays qui s'impliquent dans ce festival, il y a beaucoup de villes également. Aujourd'hui, un peu plus de 300 événements sont portés et mis en œuvre dans le cadre de ce festival sachant que les événements qui sont dans le cadre de ce festival sont autogérés. C'est-à-dire que ce sont des collectifs tels que vous les voyez là et présentement dans la rue de l'ENSAL, qui prennent l'initiative de faire une projection débat, de faire une table ronde comme ici, d'autres sujets encore. Ces initiatives autogérées sont inscrites dans un agenda et c'est celui du festival.

A Lyon et en Rhône-Alpes, nous avons été trois personnes en 2013 - puisque le réseau

francophone s'est constitué en 2012 et que la première édition du festival a eu lieu en 2013 - à constituer un collectif, sur Lyon et sa région, Alain Mille, Vincent Mabillot et moi-même, et on a décidé de faire des choses ensemble. Ainsi, en 2013 nous avons 25 événements portés par des collectifs sur la région lyonnaise, aujourd'hui nous en avons presque 40 dans le cadre de cette deuxième édition. On s'est appuyé notamment sur un certain nombre de partenaires pour nous aider en 2015 à favoriser cette événement. Cette journée prend place, dans ce contexte du festival Le Temps des communs.

Elle prend place, comme le disait Luc Bousquet également, dans le contexte du laboratoire EVS-LAURE, et donc avec Sandra Fiori, nous avons monté à deux cette journée principalement. Avec Sandra Fiori nous avons souhaité que bien évidemment, cette journée s'inscrive à l'articulation de la recherche et de la société civile, donc nous avons choisi un format hybride qui permet à la fois d'accueillir du grand public, des collectifs, et des chercheurs. Nous avons donc une table ronde le matin, plus ouverte au grand public, un forum entre 12h et 14h et des ateliers scientifiques l'après-midi. Des chercheurs, des étudiants, des associations, des collectivités territoriales, des citoyens. Pour ce faire, nous avons un partenariat qui est à l'image de cette mixité, c'est-à-dire que nous avons les deux porteurs de projets à la fois le collectif le temps des communs Rhône-Alpes et l'école d'architecture de Lyon, et puis nous avons des partenaires qui nous ont aidé à financer et à organiser cette journée, parmi lesquels la Région Rhône-Alpes, la Ville de Vaulx-En-Velin, issus du monde associatif : La maison des jeunes et de la culture Monplaisir dans le 8^{ème}, l'association VECAM, et des institutions de l'enseignement et de la recherche : le laboratoire EVS dont le LAURE est une équipe de recherche, la fête de la science de l'université de Lyon, l'ENTPE qui est l'école qui se trouve juste à côté sur le campus, le laboratoire d'excellence « intelligence des mondes urbains », et l'école santé sociale Sud-est.

La journée prend place dans le cadre du LAURE sur un axe thématique qui s'appelle « dispositif relationnel et participatif » et elle s'inscrit dans l'activité d'un des deux laboratoires de l'école et sur un campus qui s'affirme de plus en plus sur la thématique ville et développement durable. De quoi nous allons parler concrètement, des biens communs ou des communs. Beaucoup d'économistes et beaucoup de juristes se sont penchés sur cette question maintenant depuis 3 ou 4 ans, voire 5 ans, mais assez peu finalement les sciences de la ville, qui impliquent des sociologues, des urbanistes, des architectes, donc le sujet il est beaucoup plus récent que celui du droit des communs ou celui de l'économie des communs, et il se situe à la frontière de plusieurs disciplines qui seront présentées notamment dans l'après-midi. La question qui est posé, ou que nous avons voulu poser en tout cas, c'est : en quoi les pratiques des communs transforment la ville et plus globalement les territoires ? Comment est-ce qu'elle mobilise la question spatiale, c'est-à-dire comment l'espace est imaginé, est vécu, à travers les collectifs qui portent cette notion de communs ? Et de quelle

manière ces collectifs qui portent cette notion retravaillent les territoires de l'urbain ? Dans quelle mesure aussi ça dépasse le territoire local ? Parce qu'il y a beaucoup d'actions qui s'inscrivent sur le territoire local mais dans quelle mesure ça dépasse ces frontières-là ? Mais aussi les valeurs de la proximité, de la communauté, dans commun il y a communauté, qu'est-ce qui est invoqué quand on parle des communs comme lien social ? Et comment finalement, se structurent, socialement et politiquement, la ville à travers les communs ? Donc ça c'est vraiment l'objet de la journée, à travers cette table ronde, à travers le forum qui donne à voir des initiatives concrètes, et à travers les ateliers scientifiques de l'après-midi. Donc nous avons choisi un titre, faire la ville ne biens communs qui se concentre sur la ville bien évidemment, mais le propos n'est pas tant de discourir et de voir ce qui se passe en ville, mais d'aller au-delà d'interroger et d'explorer d'autres territoires et d'autres espaces que ceux de la ville. Néanmoins on fait référence à l'espace urbain et à l'architecture, parce qu'il s'agit de voir comment on produit la cité au sens large, la cité et le vivre ensemble. Et pourquoi nous avons mis biens entre parenthèse, ça on l'abordera dans la table ronde tout à l'heure, parce que s'il y a 4/5 ans, on parlait beaucoup de bien commun, il y a eu un glissement sémantique qui s'est fait depuis 1 ou 2 ans. Aujourd'hui on parle davantage des communs, on comprendra un peu mieux pourquoi dans les interventions de la table ronde et c'est la raison pour laquelle nous avons mis biens entre parenthèses.

Donc le matin comme je le disais tout à l'heure, nous avons la table ronde, de 12h à 14h, nous avons une vingtaine de collectifs qui seront présent dans la rue et vous attendent pour vous présenter leur activité. Il y a des représentants de l'habitat partagé, des monnaies locales, des laboratoires ouverts ou des fablabs citoyens, des artistes également. Ils ont tous un lien avec la question territoriale, soit parce que leur action s'inscrit sur le territoire ou soit parce qu'ils travaillent directement avec les formes urbaines. A 13h il y a l'ouverture d'un buffet pour ceux qui ont réservé, je le précise parce que ce n'est pas à 12h mais bien à 13h. Et des ateliers scientifiques à partir de 14h avec 3 productions de chercheurs et un récit d'expérience d'un collectif de 15 minutes chacune. Et dans ces ateliers, on en a 4, on questionnera des propos plus orientés sur la relation entre territoire et les communs, donc dans le premier atelier, les communs au travail, consiste à voir comment les architectes et ceux qui font plus globalement l'expérience de l'habitat participatif ou des tiers-lieux, ceux qui font l'expérience de l'espace et qui le conçoivent, comment est-ce qu'ils fabriquent la ville, comment est-ce qu'ils fabriquent les formes urbaines avec les communs.

Dans le deuxième atelier, le territoire comme ressource, il s'agit plus précisément de voir comment les collectifs qui œuvrent dans la ville, utilisent l'espace et ses ressources, qu'elles soient naturelles ou issues de la connaissance. Comment elles utilisent concrètement ses ressources en s'appuyant ou pas sur le local et quelle forme de lien social à l'échelle du territoire ça produit. Dans le troisième atelier, espace public, civilité, citoyenneté on souhaite comprendre

en quoi les pratiques des communs retravaillent les usages de l'espace public donc on est bien sur des formes plus politiques et plus civiles de la cité. Comment cet espace des communs, cet espace public, si tant est qu'il existe des communs, privilégie des sociabilités urbaines particulières, ou des espaces de débat particuliers voire de délibération. Et enfin dans le quatrième atelier, qui s'intitule initiatives bottom-up et gouvernance, on veut essayer de comprendre comment les liens qu'entretiennent les acteurs engagés sur les communs se font avec les acteurs de la ville, les institutions urbaines et territoriales, pas seulement les institutions politiques mais bien au-delà, le rapport au foncier notamment. Et comment s'organise la gestion de l'espace, qu'ils conçoivent et qu'ils occupent.

Nous avons voulu cette journée exploratoire, on va poser des questions plus qu'on ne va trouver de réponses et donc nous avons aussi des intervenants qui se situent pour certains, à la frontière des communs, parce que la journée étant exploratoire, nous avons identifié un certain nombre de personnes qui n'abordaient pas frontalement les communs, certains le font mais d'autres ne le font pas, et c'est justement l'intérêt de pouvoir mixer des réflexions qui portent sur des domaines frontières et qui permettent de se raccrocher aux communs qui font que cette journée peut être envisagée de manière exploratoire.

Sandra Fiori, présentation des invités

Alberto Magnaghi, vous êtes architecte et urbaniste, professeur émérite à la faculté d'architecture de l'université de Florence. Vous avez aussi réalisé plusieurs études urbaines en paysage dans plusieurs régions d'Italie, et vous développez une réflexion et une démarche qui nous intéresse à double titre, puisque vous avez créé une école de pensée que vous avez-vous-même appelé l'école territorialiste et on verra avec vous pourquoi cette notion de territoire est si importante dans votre démarche. D'autre part, vous avez publié un ouvrage traduit en français l'an dernier « la biorégion urbaine », dans lequel vous faites explicitement référence à la notion de biens communs.

Christian Laval, vous êtes sociologue, professeur à l'université de Paris Ouest Nanterre, vous avez travaillé sur l'histoire de la pensée néolibérale et depuis plusieurs années vous vous intéressez aux alternatives politiques contemporaines et on vous a invité ici en particulier parce que vous avez publié l'an dernier avec le philosophe Pierre Dardot, un ouvrage qui s'appelle « Communs, essais sur la révolution au XXIème siècle », qui s'impose déjà comme un ouvrage de référence sur la théorisation de la notion de communs.

Bruno Charles, vous avez dirigé la Maison Rhodanienne de l'environnement, fondé le centre d'étude et de documentation sur l'écologie politique et les alternatives sociales, donc vous êtes toujours dedans. Et de manière générale vous êtes engagé dans l'action politique sur des thématiques environnementales qui vous rapproche des mouvements des communs et vous êtes en particulier, élu EELV, vice-président à la métropole de Lyon, au développement

durable, plan climat, biodiversité et agriculture.

Pour entrer en matière de manière un peu incarnée dans cette table ronde et dans cette thématique des communs, la première question que nous souhaitons vous posez à chacun de vous qui venez d'horizons différents et qui êtes engagés chacun à votre manière dans les communs : **pouvez-vous nous dire comment cet engagement s'inscrit dans votre parcours à la fois professionnel et intellectuel.**

Christian Laval

Alors comment en suis-je venu à la question du commun, à cet événement du commun. Événement historique incontestablement puisque il y a là un fait émergent considérable on le dira ce matin, qui a une dimension mondiale, qui a une dimension étonnante parce qu'elle est à la fois celle qui anime des praticiens, dans de multiples directions et en même temps aujourd'hui, le commun est devenu une catégorie politique essentielle qui renouvelle la philosophie politique et je dirais même, la pensée des acteurs politiques à l'échelle du monde, qui relie en même temps le local et le global, selon des termes un peu usés. Et bien comment en suis-je venu là, parce que j'ai passé l'essentiel de ma vie intellectuelle à m'intéresser aux autres. Les autres c'est ceux qui ne pensent pas dans les catégories des communs. J'ai passé ma vie à travailler sur les utilitaristes, sur les néolibéraux. J'en ai fait une sorte de spécialité et je vous assure que passer 30 ans avec des gens qu'on apprécie pas nécessairement il faut une sacrée dose de masochisme. Et donc un moment donné je me suis dit avec mon ami Pierre Dardot qu'il était quand même temps d'aller voir de l'autre côté et malgré cette impression de rouleau compresseur de néolibéralisme, l'impression qu'il y a là une force terrifiante, puissante qui transforme de fond en comble la société, qui transforme nos vies. Il se passait depuis longtemps d'ailleurs des choses, des résistances, et plus que des résistances, puisque longtemps nous pensions, Pierre Dardot et moi - moi j'étais engagé à ATTAC, etc. J'étais engagé dans de multiples mouvements altermondialistes et anti néolibéraux - en termes de résistance. Résister à. Nous défendre de. Et en réalité, ce n'était pas la bonne approche, il fallait regarder ce qui se construisait, ailleurs, en dessous, ce qui restait invisible, et qui recomposait, qui reconfigurait d'ores et déjà, dans les luttes, autre chose. D'autres formes de vie, d'autres formes de travail, d'autres façon de se représenter les relations entre les gens, les territoires, la ville, le travail, la culture. Et depuis le milieu des années 2000 - en fait tous nos bouquins se terminaient toujours par l'idée selon laquelle se développait ce que nous appelions une nouvelle rationalité alternative et dès le milieu des années 2000 - cette rationalité alternative un petit peu intuitivement comme ça nous lui avons donné le nom de « Communs ». La rationalité alternative du commun. Parce que nous avons entendu, sans très bien savoir de quoi il s'agissait, nous avons entendu que partout

dans le monde la reconstruction prenait le nom de commun. Et ce n'est qu'en bout de course d'une certaine façon que nous nous sommes attachés à clarifier autant que possible, cette catégorie de communs. En partant de l'hypothèse du fait, du constat, que nous n'étions pas des praticiens du commun, mais que le concept de commun, émergeait à partir des pratiques, des luttes et des expérimentations. C'est-à-dire suivant le fil donné par Michel Foucault, à savoir que les concepts s'inventent dans les pratiques et dans les luttes et que le travail, disons des intellectuels, c'est de reprendre ces concepts émergents des luttes, pour les transformer, les élaborer, en faire l'histoire, etc. et pour les rendre aux acteurs, pour qu'ils puissent en faire quelque chose, éventuellement de prolonger la réflexion, etc...

Voilà un petit peu la manière dont nous avons rencontré le commun si je puis dire et nous avons essayé de le relancer en quelques sortes.

Bruno Charles

D'abord, en ce qui me concerne, j'arrive au lycée, à la fac, c'est le temps un petit peu de la prise de conscience des grandes catastrophes écologiques. On est dans un monde politique où le communisme s'effondre. De l'autre côté nous avons un début léger de montée de l'extrême droite qui aujourd'hui a gagné et l'hégémonie culturelle a mené malheureusement la société à l'extrême droite et on cherche une autre voie. Nous avons la foi. Et depuis 30 ans ça n'a pas beaucoup changé. Je suis vice-président au développement durable mais finalement qu'est-ce que c'est ? Nous sommes de plus en plus nombreux à penser les limites. Et on s'aperçoit que l'appropriation privée nous mène dans le mur. C'est simple, si on ne pense pas les choses communes et que chacun s'approprie une partie et il va y avoir une petite partie qui aura une armée pour défendre son bien et une grande partie qui n'aura accès rien. Mais on est plus que ça encore, devant un totalitarisme nouveau, nous avons eu le totalitarisme nazi, nous avons eu le totalitarisme communiste, on est dans une forme de totalitarisme de marché. Vous savez, la Révolution française, en voulant détruire je dirais l'arbitraire du roi, elle a détruit en même temps toute cette filiation de ce qui est public, elle a contesté tout ce qui était public. Il y a une potentialité libérale qui est de détruire tout ce qui était commun, j'y reviendrais, dans la filiation du domaine public. Mais il y avait au moins quelque chose dans le code civil, qui était quand même la bible libérale, c'est que le corps était hors marché, donc on pensait ce qui était hors marché. Aujourd'hui qu'est-ce qu'on est en train de voir ? C'est l'appropriation du vivant, et là c'est terrifiant. L'appropriation du vivant c'est l'appropriation de brevetages. En Europe c'est un débat car nous avons une certification végétale alors que le reste du monde est sur le brevet des plantes, avec tout ce que vous voyez sur Monsanto. Donc la destruction de la biodiversité au nom de la propriété privée. Quand vous pensez peut-être que le totalitarisme c'est un mot un peu fort, vous verrez, on va voir des génocides dus à la propriété privée des semences. C'est-à-dire qu'on

est au-devant de massacres de masse, tout ça parce qu'on aura privatisé le vivant et que les grandes marques empêcheront les paysans de replanter leurs graines. On est de plus en plus dans cette escalade-là, jusqu'à présent pour breveter il fallait inventer quelque chose, aujourd'hui l'office européen des brevets a reconnu le droit de breveter un gène natif, c'est-à-dire qu'un génome, un génome d'une plante existante, ou d'un corps humain. Le brevetage sur l'humain est aussi reconnu et va breveter quelque chose qui existait déjà dans la nature. Pour les plantes, la législation en Europe et aux Etats Unis n'est pas la même, en France et en Europe nous avons ce qu'on appelle le privilège de l'agriculteur, malgré le brevetage d'une partie du génome d'une plante, l'agriculteur a le droit de replanter ses graines. On ne devrait pas l'appeler privilège mais plutôt droit imprescriptible de l'agriculteur à replanter ses graines, je ne vois pas pourquoi c'est un privilège. Aux Etats Unis, la marque qui a breveté un gène natif peut vous interdire de replanter cette plante, vous la faire payer. Donc là on est plus que sur le partage de l'existant, on est sur l'appropriation du vivant, y compris de nos propres corps. On devient fou et tout ça, il ne suffit pas de le dénoncer, il faut en faire la filiation, parce que ça c'est issu d'une dérive du néolibéralisme dont on peut faire l'histoire. La filiation et de voir les potentialités, comment c'est arrivé jusque-là. Mais il faut repenser un nouveau modèle politique. Et ce modèle politique évidemment il doit être à deux niveaux : il doit penser la responsabilité planétaire, de se pencher sur les générations futures. Et là on commence à penser un petit peu, cette organisation collective qui nous permet de mettre en commun pour survivre et pour transmettre qu'est ce qui relève des communs. Le problème c'est déjà qu'on est sur un mouvement émergent donc on est parti presque du ponctuel pour généraliser qu'est-ce qu'est un commun. Il y a Elinor Ostrom, il y a plusieurs choses mais on est sur cette construction. Mais finalement elle vient d'où cette construction ?

Moi je trouve que politiquement on a du mal à penser cette filiation. 1) sur la ville, 2) sur ce qui est la pensée du public dans la pensée politique. La ville, pourquoi ? Parce que finalement la ville c'est le lieu par définition de la rareté et le lieu où il a fallu une organisation collective pour nous permettre la vie commune. Là où vous pensez à la conquête de l'Ouest, le *wild*, le sauvage, c'est l'humain contre le sauvage, donc il n'y a pas de règles, et puis on est dans un espace infini. La ville c'est le lieu du monde fini, c'est le lieu où on partage un territoire fini. Et donc on le voit aujourd'hui, c'est pour ça qu'on a des réseaux de transports en communs collectifs, c'est pour ça qu'on a une organisation collective et c'est pour ça que ça s'appelle commune. J'y reviendrai, ce sont des questions politiques. Dans la vacuité du modèle politique, pour en faire la filiation, il faut revenir aussi sur le modèle de la pensée de l'individu et de la société, je vais sauter des étapes. Nos partis politiques ne sont plus porteurs de pensées sociétales, même pensées civilisatrices. Moi ce que je viens chercher ici en tant que militant politique, c'est ce qui me permet de déboucher sur une action politique qui a du

sens.

On est aujourd'hui dans le champ politique, sur une série d'élus que l'on soit de droite ou de gauche qui ont 70 ans, qui ne changent plus de modèle. Et cette pensée qu'il y a presque autant de générations que de modèle politiques. C'était le Saint simonisme, c'est-à-dire que la croyance dans le progrès et la technique et donc dans la croissance économique. C'est par le progrès technique qu'on résoudrait les problèmes de l'humanité. Sauf que si on prend du départ du développement durable en 1987, la définition « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs », la technique qu'est-ce qu'elle a fait ? Effectivement il y a eu des progrès techniques énormes qui ont fait qu'on peut faire la même chose avec moins d'énergie, moins de matière première, sauf que ce qu'on a fait, lié au marché, ce n'est pas diminuer la prédation de chacun sur la biosphère, c'est augmenter le nombre de choses qu'on peut faire et qu'on fait en réalité. Donc la technique ne répond pas. Sauf que la majorité des élus de droite et de gauche sont encore, et c'est un débat que j'ai avec Gérard Collomb par exemple, on peut discuter, contester, ne pas l'aimer, mais il est totalement sincère dans sa vision, il le dit « je suis saint-simonien, je crois que c'est par le progrès technique que le progrès économique et le développement économique qu'on résoudra les problèmes » et bien non. C'est là le conflit, le débat, sauf qu'en face on a pas encore cette pensée qui nous permet de gagner la société. Et nous avons un boulet au pied qui est que le commun ramène au communisme et je finis là-dessus.

Mais finalement, je suis juriste de droit public à l'origine, et dans le droit public il y a deux écoles : l'école de la puissance publique et l'école du service public avec Léon Duguit. Et l'école du service public c'était « comment une organisation comme l'Etat est une organisation collective au service des citoyens ». Et le domaine public c'est justement un commun. Et là ce qui m'a passionné au début, c'est comme ça que ça a démarré, parce que le domaine public à l'origine c'était le domaine du roi, mais comme les rois vendaient tout pour financer soit leurs guerres soit leur train de vie, les juristes des royaumes ont dit on va séparer ce qui appartient au roi et ce qui appartient au royaume. Donc il y a le domaine du roi qu'il pouvait vendre et le domaine du royaume qui était inaliénable. Et quand la république arrive, ça devient le domaine de la République, le domaine de l'Etat, le domaine public. Et après c'était un peu pareil donc nous avons inventé l'affectation à l'usage du public et puis après les communes et les services publics ont pu avoir du domaine public. Tout ça reposait toujours sur la propriété publique.

Et qu'est-ce qui est en train de se passer là ? On est en train d'inventer, vous êtes en train d'inventer, quelque chose d'assez extraordinaire qui rentre dans aucune case, les logiciels libres, c'est une propriété publique de droit privé. Puisque c'est une propriété collective, qui n'est pas susceptible d'appropriation par un individu, mais de licence de droit privé. Et là on est en train d'inventer quelque chose, c'est l'organisation collective qui ne repose pas sur la

puissance publique et sur la prise de pouvoir mais c'est l'appropriation commune sans que l'on soit susceptible de se l'approprier par un individu fusse par une organisation politique qui en limite le pouvoir. Et c'est ça qui me passionne et qui, je trouve, a une vraie force politique et qui doit irriguer les partis et la pensée politique, c'est un moment où on pense le collectif en dehors des institutions. Il faudra des formes d'initialisation.

C'est cette constitution collective de droit privé en dehors de l'Etat qui est passionnante.

Alberto Magnaghi

Avant tout, je m'excuse pour mon français approximatif mais j'espère que vous comprendrez ce que je dirai. Je ne vais pas vous raconter ma vie mais je voudrais souligner que je suis un académique qui pendant toute sa vie a poursuivi la pensée politique dans l'université, pas seulement en écrivant et en étudiant, mais alternant toujours la pratique sur le territoire, à la théorie, à la construction théorique.

D'après mon expérience, la construction théorique c'est une hypothèse qui va vérifier, à travers une pratique territoriale, une expérimentation avec le collectif du territoire et qui va produire un avancement théorique. Ma vie a été un continuel aller-retour entre l'université et le territoire. Même les étudiants avec lesquels j'ai travaillé ont toujours procédé ainsi, des années 70 jusqu'à aujourd'hui, à travers différentes situations politiques. Quand j'ai commencé à l'université dans les années 60-70, il y avait un mouvement très important, global du monde. Ensuite, nous avons eu des périodes plus difficiles. J'ai toujours cherché à créer ce lien. Aujourd'hui, je pense que l'université c'est un problème difficile à produire par ces critiques, avec ce contact direct avec la société. Dans ces études, nous avons, en tant qu'école territorialiste italienne, produit un concept très simple, en partant de problèmes, de certaines ambiguïtés, du développement durable qui a été ensuite une pensée commune dans toutes les administrations, tous les discours mais pas très pertinemment. Nous avons introduit par notre expérience, le concept de développement local auto-soutenable. Le concept d'autres soutenabilités, c'est-à-dire, introduire dans le mot soutenable le mot « auto ». C'est très important car il révèle une problématique qui comporte une gestion participative et collective du territoire comme bien commun. Nous avons souligné que c'est important qu'il y ait une population active qui produise un commun en mettant en commun des éléments du patrimoine territorial pour l'auto soutenabilité du développement. Un développement qui n'a pas besoin de soutien par l'extérieur, ça a été très important car souvent on dit « le global décide de ce que l'on doit faire dans la production, dans la consommation, il faut qu'il soit soutenable ». C'est-à-dire qu'on décide avant ce que les personnes doivent produire et faire et puis il faut adapter cette production pour qu'elle soit soutenable. Nous pensons qu'un développement sans soutien, est un développement qui réduit l'empreinte écologique qui construit les conditions d'un monde égalitaire et solidaire,

fédératif parce qu'on a plus besoin de soutien dans notre civilisation occidentale, à travers l'utilisation des ressources de trois quart du monde. Alors, seulement l'autonomisation des capacités de production, de la vie d'une communauté locale, peut surpasser le monde de la guerre, de la compétition, de l'exploitation des ressources du monde.

Ainsi, nous avons travaillé sur ce que nous connaissons, à travers différentes situations sociales qui se sont présentées dans les années 70, jusqu'ici. J'ai étudié et représenté dans les luttes ouvrières des années 70, l'usage ouvrier du territoire qui était un usage collectif, qui contrastait l'usage capitalistique du territoire et qui était un processus d'auto-organisation collective dans le territoire et dans l'usine. C'était très important de mettre en relation usine et territoire car on voyait que l'auto-organisation sur le territoire portait un processus pratique d'appropriation d'habitations, de services, même de capacité de résistante dans la lutte dans l'usine. Lors de cette première phase nous avons travaillé avec nos étudiants surtout sur ce problème. Nous avons fondé un groupe qui s'appelait « ville usine » qui étudiait tous les rapports de la condition ouvrière entre la ville, la métropole et l'usine et tous les processus d'auto-organisation sur le territoire qui portaient à une conscience commune, pas seulement du rapport du travail à l'usine, mais même du problème de la reproduction de la force de travail sur le territoire. Ensuite, nous avons travaillé sur la transformation de la métropole en ville de village. C'est-à-dire, en cherchant à reconstruire la possibilité des gens à autodéterminer ces formes de vie, ces neutralités, l'appropriation de services, de la possibilité de se produire ce service et ces formes de vie dans la ville. Je parle principalement de mon expérience dans les années 90 et 2000 pendant lesquelles j'enseignais à polytechnique et où nous travaillions avec les habitants à construire des projets d'autodétermination pour transformer en bref, la périphérie en petites villes auto-organisées.

Nous avons en Italie une expérience considérable sur les villes médiévales, les villes-Etat, les villes-autonomes, qui ont un statut, qui est un statut qui incorpore les arts, les métiers et les quartiers. Ce sont ces deux composantes, la même personne en tant qu'habitant et producteur, qui construisent le statut collectif de la ville. Ça a été une pratique très importante, de Florence à Turin, en passant par Sienne, avec beaucoup de petites et grandes villes en Italie, avec Gênes, Venise. Nous venons de cette culture qui a pratiqué l'auto-organisation collective d'auto-gouvernance à partir de la participation et de la conscience collective de la ville. Ça a été à l'origine de l'expression « la ville rend libre » qui est un dérivé de la libération de la servitude des villes médiévales, des châteaux... Ainsi nous avons développé ce concept de transformation de la périphérie en centre d'autogestion sociale de quartier et ensuite son avons poursuivi ce concept à travers l'expérimentation de démocratie participative. Nous avons organisé une association en Italie qui s'appelait « Réseau de la nouvelle municipalité » qui était un réseau de municipalités avec l'université, des chercheurs

universitaires critiques, avec des associations locales, des collectifs, des associations environnementales qui cherchaient ensemble à construire une alliance de restitution avec les collectifs locaux sur les territoires.

Nous avons beaucoup développé l'expérience sur les contrats de rivière, sur les écomusées, les parcs agricoles partagés. Nous sommes en train de travailler sur toutes ces questions qui vont toutes dans le sens de reconstruire des citoyens actifs pour la connaissance du patrimoine comme base nécessaire d'une conscience collective partagée pour pouvoir modifier les modèles de développement, chercher des formes alternatives de vie. Le concept des communs ne peut pas être pratiqué sans ce processus de réappropriation de la capacité des habitants, qui ne sont plus habitants mais sont clients et consommateurs, de se réapproprier la capacité de la production de leur vie, de décider quoi produire et quoi consommer. C'est-à-dire, de construire collectivement des formes de séparation de l'Etat et du marché. C'est un problème très fort que Christian Laval souligne beaucoup dans son livre. Nous ne pensions pas, quand nous étions jeunes, dans les luttes ouvrières de fiat, le prix du pouvoir de l'Etat. Nous pensions à un processus d'éloignement de l'Etat et de marginalisation du pouvoir des multinationales à travers la reconstruction des réseaux dits locaux de production et de consommation à travers des systèmes sociaux complexes faits d'agriculteurs, de commerces, d'usines, de petites usines, de l'artisanat etc., qui se composent sur le territoire à travers une capacité d'éloigner le pouvoir global. C'est bien sûr une utopie mais nous pratiquons ça à travers différentes formes, j'en ai incarné certaines, mais en poursuivant toujours ce problème du pouvoir local comme voie pour construire une alternative globale.

Sandra Fiori

Question à Christian Laval qui a consacré la première partie de son livre à analyser les racines du mouvement des communs et voir comment ce mouvement émerge ou ré-émerge aujourd'hui au croisement de plusieurs courants politiques, de traditions politiques, qu'Alberto et Bruno Charles ont commencé à évoquer.

Est-ce que vous pourriez revenir un peu sur ce contexte historique dans lequel se développe le mouvement des communs ?

Christian laval

Je vais essayer de résumer en quelques minutes. D'abord la première chose à dire c'est que la notion, disons de commun, est chargée de sens historiques multiples et en même temps qu'elle se renouvelle constamment. Je dirais qu'aujourd'hui on a une figure du commun dans le mouvement révolutionnaire actuel, je reviendrais peut-être sur le terme de révolution, sur le mouvement révolutionnaire du commun, on a une redéfinition du commun donc ce n'est

pas l'histoire des sens, des significations qui peut à elle seule nous donner, je dirais l'explication, le sens. En gros, le sens aujourd'hui du commun, est lié à ses usages pratiques qui est, comme l'a indiqué Magnaghi, en quelques sortes la création d'institutions autogouvernées, produisant des biens, des services d'usage commun. Aujourd'hui le sens que l'on donne à l'expression « commun » renvoi à une dimension d'inappropriable et de démocratie radicale. Les deux se conjoignent, s'articulent autour de cette idée que, en effet, notre richesse est produite en commun et qu'elle doit être gouvernée en commun. Ce qui signifie qu'effectivement, le territoire, l'espace local, prend une place évidemment privilégiée dans les pratiques et dans les représentations que l'on se fait de la vie sociale. Ceci dit, ces usages contemporains, actuels et actifs du commun, ne sont pas dénués d'ambiguïté. Dans la mesure où vous entendez sans cesse parler je dirais de communs coopératifs ou collaboratifs à propos d'entreprises marchandes qui vont dans un sens absolument contraire car elles vont dans un sens de la marchandisation généralisée de la vie. C'est-à-dire que vous allez être invité à louer tout : votre voiture, votre vélo, votre appartement etc. Et on vous dit que c'est cela le commun. En gros, aujourd'hui le capital qu'il ne faut jamais mépriser car ceux qui le portent et le supportent sont intelligents, ont bien compris qu'il se passait quelque chose dans la société et qu'il y avait là des sources de profit considérable. Et donc les petits entrepreneurs de startup, se disent qu'effectivement, exploiter le commun, le partage, le collaboratif, pourrait être justement la voie du nouveau capitalisme, la manière dont le capitalisme est en train de se renouveler à partir d'un commun complètement dévoyé. Je crois qu'il faut être très clair là-dessus, il y a là une bataille. Le commun, comme tout d'ailleurs, est un champ de luttes.

Claire Brossaud

Justement, nous avons beaucoup parlé de la tragédie des communs, du phénomène des enclosures, est-ce que vous pouvez nous **resituer ce champ de luttes comme vous dites, au regard de cette histoire-là.**

Christian Laval

Je vais revenir beaucoup plus loin en arrière. « Commun », très vieux terme évidemment qui vient du latin. Mais le latin lui-même, finalement, donnait dans son vocabulaire, des significations qui venaient de beaucoup plus loin encore. Emile Benveniste grand linguiste et historien, dans son vocabulaire des institutions indo-européennes, fait grand cas du terme « *cum munus* ». En gros si on veut faire l'histoire du commun il faut revenir 20 000 ans avant JC. Ça nous prendrait du temps. « *Cum Munus* » avec « *munus* » qui signifie l'obligation, la charge, le don. *Munus* est un terme qui dans le domaine politique veut dire à la fois obligation et don. C'est la co-obligation que nous avons les uns vis-à-vis des autres, c'est-à-dire que nous

sommes tous endettés ou obligés vis-à-vis des autres du fait même de vivre avec eux. Du fait même de vivre ensemble, dans la même cité. Commun renvoi donc à cette co-obligation, cette co-activité d'une certaine façon, cette co-production de la vie ensemble. Vivre ensemble. Voilà. Comme disait Aristote, parce que là aussi il y a une tradition grecque, vivre ensemble c'est agir ensemble. Je pense que dans le commun il y a cette affaire. Commun donc désigne véritablement le dynamisme, le ressort de la vie collective, le ressort politique, c'est-à-dire de la co-obligation, la co-activité. Avec un fil démocratique qui est évidemment que la co-activité, la coexistence, supposent également que nous décidions ensemble, que nous élaborions ensemble les lois et les règles de cette vie collective. Commun c'est ça, c'est d'abord cet agir commun. Dans les racines mêmes de la langue que nous utilisons couramment ou communément.

Alors dans commun il y a toute cette histoire urbaine. L'italien précisément, et c'est peut-être pour ça que l'Italie est bien en avance sur nous dans toute la réflexion et la pratique du commun, parce que ce n'est pas seulement par la filiation directe, si je puis dire, linguistique, mais du fait que le sens, le rapprochement entre « commune » et la ville, se fait immédiatement parce que « commune » en Italien veut dire à la fois la commune et le commun. Ce que nous avons un petit peu perdu, sauf que de temps en temps c'est revenu. Je pense au communalisme proudhonien, qui inspire les communards de 71 qui sont extrêmement sensibles au fait que la commune, l'entité politique locale, puisque c'est le sujet de la journée, la communauté politique locale, et le lieu de l'autogestion, le lieu de l'autogouvernement. Je passe sur les insurrections urbaines du 12^{ème} siècle, la révolution communale du 12^{ème} siècle. Nous sommes le produit de toute cette histoire urbaine, et pas seulement rurale.

Communs à une autre tradition, c'est celle que vous avez évoqué Bruno, c'est celle du droit. Du droit romain. Autre chose encore qui définit une chose commune : la *res-communis*, la chose commune qui est définie par son inappropriabilité parce que c'est une chose naturellement insaisissable. Donc les Romains à la lisière du droit, presque à l'extérieur de leur droit, situent quelque chose d'assez étrange, qui est une catégorie juridique qui échappe à la prise humaine : c'est la mer, c'est l'air, c'est le rivage, c'est ce dont on ne peut pas s'emparer. La chose commune comme chose inappropriable et naturellement d'usage commun. C'est l'article 714 de notre code civil. Nous avons dans notre code civil, ça peut peut-être vous étonner, une catégorie qui est étrange, car le code civil comme vous le savez est entièrement structuré par, finalement, la propriété, il y a à cet article 714 une définition des choses communes comme des « choses qui n'appartiennent à personne et qui sont d'usage commun ». Alors on ne sait pas très bien quoi faire, les juristes ne savent pas très bien qu'en faire et souvent, et dans l'histoire, la chose commune ainsi définie, s'est confondue avec la chose publique. C'est-à-dire avec le domaine public, avec la *res-publica*.

Parce que les Romains nous ont aussi donné une catégorie très utile mais aussi très compliquée qui est la chose publique : la *res-publica*. La chose publique au fond, c'est une sorte de chose commune mais d'invention humaine, c'est-à-dire que finalement, elle n'est pas évidemment de nature, le trottoir, la fontaine, les bains, le Colysée, sont peut-être bien des choses publiques mais pas du tout naturellement, elles sont produites par le droit qui institue des choses qui sont inappropriables par des particuliers et qui appartiennent donc à l'Etat. Alors nous sommes redevables de cette catégorie-là, quand nous utilisons l'expression, à mon avis trop chosifiante, de bien commun. Quand nous traduisons commun par bien commun, en réalité nous rabattons le commun non pas sur l'agir commun, c'est-à-dire la co-obligation liée à la coexistence et à la co-activité. Nous nous rabattons sur des choses qui seraient plus ou moins naturellement communes. C'est ainsi que, sans entrer dans la polémique mais, des écologistes nous disent « il y a des biens communs parce qu'il y a la mer, il y a le climat, il y a ceci, cela etc. ». Et on peut rajouter, l'information, la connaissance, le gène etc. Parce que ce serait des choses naturellement communes. Et ça pose évidemment problème parce que c'est une catégorie à ce moment-là très conservatrice à certains égards parce qu'elle limite d'emblée le commun à des choses essentiellement ou naturellement et techniquement communes. Des choses qu'on ne peut pas s'approprier individuellement etc. En réalité on voit bien que dans l'histoire, vous l'avez compris dans l'histoire récente que, même si on utilise les catégories de bien commun, on s'aperçoit que c'est par décision politique que des choses sont déclarées communes. Si la Lune ou l'Antarctique sont aujourd'hui des choses communes, c'est par le fait même de décisions politiques internationales, de traités internationaux. C'est pourquoi dans tout notre livre avec Pierre Dardot, notre ligne est de dire qu'il faut éviter la chosification du commun et éviter de traduire commun, je vais y venir, par bien commun parce qu'à ce moment-là on s'inscrit dans une tradition limitative du commun. Je pardonne aux italiens de traduire commun par « *beni communi* » pour la raison que je vous ai dit tout à l'heure, car « *commune* » est polysémique, il s'entend de façon très différente qu'en français. Les italiens sont forcés, eux, de parler de bien commun, même quand ils parlent simplement de commun.

Pourquoi « communs », « Le temps des communs » ? D'où ça vient et comment c'est arrivé. Ça vient d'une tout autre histoire. Les choses sont un peu compliquées mais il faut quand même être un peu au courant des termes qu'on utilise, ça vient au fond du réinvestissement, de la reprise en quelques sortes, par les mouvements écologistes, altermondialistes, des universitaires aussi, des académiques américains en particulier, des historiens, qui utilisent la catégorie de « *Commons* ». Communs qui, vous voyez là, c'est une traduction de « *Commons* ». C'est un terme curieux en français. Il y a une espèce de néologisme. Et pourquoi ce terme est apparu ? Parce que pendant longtemps on a traduit « *Commons* » en français par « biens communs ». Et avec tout ce que je vous ai indiqué tout à l'heure, vous

comprenez pourquoi c'était problématique. On s'est mis progressivement à traduire « *Commons* » par « communs » alors qu'en français nous utilisons, pour désigner ce que « *Commons* » veut dire, le terme de communaux. De quoi s'agit-il ? De pratiques collectives rurales régies par des droits coutumiers : glanage, pâturage, ramassage de champignons etc. C'est-à-dire toutes ces pratiques qui permettaient aux villageois pauvres, de continuer à vivre. Les communaux ont été liquidés par la révolution bourgeoise de la propriété absolue. Les mouvements anti-néolibéraux, les mouvements qui se sont mis à lutter contre la vague d'appropriation généralisée dont Bruno parlait tout à l'heure, ont fait un retour sur l'histoire des quatre ou cinq derniers siècles en disant au fond, ce qu'on est en train de liquider, avec le néolibéralisme, ce sont les derniers vestiges des communs, ce que la bourgeoisie n'a pas complètement éliminé depuis la fin du moyen âge, nous devons défendre donc les derniers communs et, ça c'était la résistance en quelques sortes, l'utilisation existentielle des « *Commons* » par souvenir historique réinvesti, mais ce qui a donné à mon sens la force de propulsion et de conviction de cet usage des « *Commons* », du terme « *Commons* », c'est le fait qu'on a compris que « *Commons* » ça pouvait désigner des pratiques nouvelles, en particulier dans le domaine du numérique, qu'on pouvait développer des pratiques collectives coopératives d'un nouveau genre, par l'usage des réseaux, du numérique, de la collaboration etc. Et c'est cette conjonction entre les vieux communs, si je puis dire, les communs dits naturels, c'est-à-dire l'usage des ressources naturelles par des collectivités et d'autre part, la construction de nouvelles institutions qui encadraient les nouvelles pratiques dans le domaine du numérique qui a donné la force à l'expression « *Commons* », et que nous avons traduit, depuis trois, quatre ans, avec des hésitations, parce que je vois souvent biens communs avec biens entre parenthèses et communs. C'est intéressant d'ailleurs pour montrer l'hésitation. De façon, à mon avis de plus en plus décidée, en France et en français, nous parlons des communs, pour désigner des choses à la fois anciennes et nouvelles, c'est-à-dire des pratiques collectives, de co-activité autogérées et produisant des biens et services destinés à l'usage commun, donc avec une très forte dimension d'inappropriabilité. Nous avons une sorte de nouvelle synthèse qui est en train de s'opérer autour des communs.

Claire

Vous nous avez précisé qu'il y avait quand même des biens communs naturels, on voit que là il y a des biens communs de la connaissance et que ce sont ceux-là qui impulsent une nouvelle dynamique aux communs. Alberto Magnaghi vous parlez, vous, de biens communs territoriaux, est-ce que là, on voit bien que la question de la ressource que ce soit dans le domaine de la connaissance, de la nature ou du territoire, on voit bien que la question de la ressource n'est pas pensée de la même façon et n'a pas le même impact par rapport aux

communs. Est-ce que vous pourriez nous dire **en quoi les biens communs territoriaux constituent une spécificité** et Bruno Charles, **en quoi les biens communs naturels constituent une spécificité, et si tant est qu'il y en ait une, est-ce que ça peut générer derrière, des formes de gestion ou de partage spécifiques ?**

Alberto Magnaghi

Pour expliquer cette spécificité du bien commun territorial il faut que je définisse en deux mots le territoire, sinon nous ne saurons pas de quoi nous parlons.

Pour notre école, le territoire est le milieu ambiant de l'homme, c'est-à-dire qu'il existe en nature. Il est le produit d'une action collective de plusieurs civilisations donc il y a le temps comme origine du territoire, la longue durée et c'est produit par un processus de coévolution entre établissement humain et nature. C'est-à-dire en rapport, produit par une fécondation d'une civilisation avec la nature et non la domination. Dans cette acception, le territoire sur lequel nous vivons est un être vivant avec des complexités. Ce n'est pas un objet, ni une nature morte comme dans un tableau, parce qu'il est un néo-écosystème, par exemple : une colline terrassée qui est le paysage dominant historique, c'est un être vivant parce que si on l'abandonne elle meurt. Le territoire meurt, pas la nature, Gaia, trouvera un nouvel équilibre sur le long terme, elle reproduira la forêt d'origine, mais la colline terrassée meurt. C'est-à-dire les terrasses sont détruites, les plantes pionnières reviennent et commence un processus hydraulique, hydrogéologique de transformation, et le territoire redevient nature. Cette définition est pour moi très importante car le territoire est un produit collectif. Il est vivant et il est issu d'un long processus et ne vient pas d'actions individuelles mais de rapports sociaux complexes qui nous amènent à un paysage, à une forme de savoir, à des règles de reproduction du territoire etc.

Ainsi nous avons introduit, à partir de cette définition du territoire, la définition de patrimoine territorial qui dérive de la combinaison de patrimoine naturel et culturel qui est la définition du Conseil de l'Europe et de l'Unesco. Mais le patrimoine territorial est plus compréhensible, je pense à la définition de Françoise Choay qu'est « l'ensemble des ressources du milieu ambiant, du milieu socio-culturel, de la ville, des infrastructures, des cultures agroforestières, du paysage, vu sur le long terme et ceux qui en sont dépositaires à partir de tous ces processus historiques de formation du paysage ».

Cela signifie que dans cette optique le patrimoine territorial est un héritage vivant et un patrimoine commun par excellence. Il reflète le milieu ambiant de l'Homme qui ne peut pas être une question privée même si maintenant il est traité comme tel. Sa valeur d'usage collectif doit être lié à sa valeur d'existence pour sa reproduction, pour les générations futures. Ici, nous distinguons ressources et patrimoine qui sont deux termes différents. Ressource est un mot qui sous-entend l'usage. Une ressource n'existe pas si on ne l'utilise

pas. Patrimoine, on peut ne pas l'utiliser dans le sens de l'appropriation privée. Nous distinguons dans le patrimoine territorial, la valeur d'existence et la valeur d'usage. Il ne peut pas y avoir un usage du patrimoine si on ne poursuit pas la reproduction de la valeur d'existence. C'est une question qui concerne la valeur collective du bien commun du patrimoine territorial. Donc le patrimoine territorial est complexe, il met en relation les matériaux cognitifs du territoire, la qualité sociale, culturelle, productive, artistique et physique d'un lieu. La qualité environnementale urbaine, rurale, paysagère, dans un système unique, dynamique, vivant très complexe, qui représente collectivement le caractère identitaire du territoire et de la ville.

Dans cette conception, nous voyons que je parle d'une spécificité du territoire dans la question des communs car pour nous le territoire dans ces acceptions complexes est une acception qui met en évidence le fait qu'il y ait là l'œuvre d'art la plus importante de l'humanité qui n'est pas « muséable » car elle est vivante. Nous devons reconstruire cette relation et traiter le territoire comme être vivant qui dérive de ce long processus entre l'homme et la nature. Quand je traite le territoire à travers l'action privée ou même d'Etat, je vais tuer cette caractéristique d'écosystème car je soumetts le territoire comme s'il était une plateforme inanimée sur laquelle s'appuient des objets, des infrastructures, qui répondent à des entrées sectorielles, privées et qui ne mettent pas en évidence cette vie du territoire sur le long terme que je dois respecter car c'est cette vie du territoire qui a produit la qualité de l'environnement de l'homme.

La qualité de vie est donnée dans la conscience de ce processus collectif de la part des populations qui savent quoi faire pour maintenir en vie cet être vivant qu'est le territoire. Ce n'est pas seulement une métaphore, je pense que le territoire naît, grandit et atteint sa maturité dans chaque civilisation mais quand une civilisation est en crise, comme je pense qu'est la nôtre, celle du néolibéralisme global, elle va faire mourir son territoire car on ne connecte plus les éléments vivants des lieux et on les traite comme une plateforme d'usage inanimée des activités et c'est ce qui va arriver avec tous ces processus de déterritorialisation des sociétés. Imaginez ce que donne le processus d'urbanisation du monde avec 6 milliards et 400 millions d'habitants prévus par l'homme pour 2015 sur 9 milliards d'habitants, qui est un processus fou qui déterritorialise le monde dans des méga villes, des méga-régions, des méga corridors de 500 000 habitants qui n'ont plus aucune relation avec le territoire et qui ne savent pas qu'il mourra en éliminant chaque rapport avec la terre d'origine et ils vont dans les périphéries des mégalo-poles où ils ne produisent pas ou plus de nourriture et il faut les nourrir artificiellement. On pense à l'agriculture hydroponique dans l'océan. C'est une vision du monde totalement déterritorialisée qu'on va construire et qui nie la valeur de bien commun du territoire. En Italie nous n'avons pas la traduction du commun.

Mais nous avons cette ambiguïté du commun dans les origines anciennes : la municipalité de

Sienna se définit comme ceux qui organisent le bien commun. Dans l'histoire de la ville de Sienna il y a cette ambiguïté qui peut anticiper le concept de commun et pas seulement de bien commun. Le bien commun c'est la [fresque d'Ambrogio Lorenzetti](#) qui montre le scénario de Sienna et de sa campagne qui sont les effets du bon et du mauvais gouvernement mais dans le bon gouvernement il est dans le gouvernement collectif la mise en commun le patrimoine territorial à travers une idée de société. Dans cela il y a une contradiction avec le mot municipalité et commun, et la commune comme bien commun.

Claire Brossaud

Les biens communs naturels constituent-ils une ressource avec une spécificité à part entière ou est-ce que dans la gestion collective d'une ville par exemple, on traite les biens communs naturels comme les biens communs de la connaissance, est-ce qu'ils font l'objet d'une même priorité, est-ce qu'on peut les concevoir d'une manière unique et presque universelle ?

Bruno Charles

Mon voisin a déjà répondu, avec les notions de territoire, de patrimoine, il n'y a pas de bien physique qui ne soit inappropriable, c'est bien le génie du capitalisme pour créer de la rareté pour créer de la valeur. Pensez à l'air, à l'air pur qui devient un bien rare. Ce sont les politiques publiques qui peuvent réglementer ça, et là je vais faire des détours pour y répondre. D'abord car je pense que mon voisin y a répondu, ensuite parce que ça soulève des questions politiques qui nous concernent tous.

Les biens naturels sont des biens limités donc ce sont les modes de gestion qui peuvent garantir que ça reste des communs, que ce soit l'eau et là je ne confonds pas. Je suis en désaccord avec une partie de mes copains car ce n'est pas parce que c'est géré en DSP (délégation de service public) que ce n'est plus un bien commun. C'est-à-dire que ça peut être en régie, géré directement par la collectivité, comme ça peut être géré par une entreprise sous contrôle de la collectivité. Ce n'est pas ça qui doit changer le caractère commun de l'eau et de la ressource en eau. C'est simplement le contrôle citoyen, quel que soit le mode de gestion. Parfois je trouve qu'on confond le fonds et la forme, mais ça c'est un autre débat qu'on a quand il y a une délibération sur la gestion de l'eau à la Métropole. Même dans les communs naturels, la notion de patrimoine et la notion de territoire, il n'y a pas de bien physique inappropriable, c'est ce qu'on a collectivement décidé de mettre en commun qui est commun. Et là j'ai d'autres questions. Autant je dois reconnaître la filiation les dettes intellectuelles que j'ai, autant je suis contestataire dans un sens. Une politique de santé publique, c'est quelque chose qui produit un bien-être commun, il y a une politique publique qui vise à augmenter le bien être de chacun, est-ce que c'est un bien commun ? J'ai du mal à dire que c'est un commun, et pourtant c'est une organisation collective qui produit quelque

chose qui bénéficie à tous sans que ce soit appropriable par quelqu'un. Soit la politique de santé publique elle bénéficie à tous, soit elle ne bénéficie à personne. Modulo évidemment les questions environnementales car on sait que les zones polluantes, les autoroutes sont toujours à côté des quartiers pauvres. Et ça il y a très peu d'études, je suis en train d'essayer d'en lancer en France, il y a beaucoup d'études sur le continent américain et en Europe du Sud, il n'y en a pas ici. Sauf [l'étude de Zmirou](#) récemment qui a montré qu'à Paris on meurt quatre fois plus de la pollution atmosphérique si on est pauvre que si on est riche. La santé publique c'est un commun, un bien commun ? Il y a quand même deux questions que je voudrais poser.

1) ça fait appel à un renversement d'un modèle politique qui est le nôtre depuis 2 siècles, c'est l'individu qui fait société et l'individu par la transcendance, il est doté de valeurs et de droits imprescriptibles etc. Alors que quand on dit commun, c'est l'organisation commune qui nous humanise. C'est au contraire de ce qu'on a dans la pub comme quoi c'est la performance individuelle qui te fait devenir toi. Individuellement on ne devient pas humain. C'est ce qu'une société produit, ce qu'une société met en commun qui nous humanise qui nous fait devenir plus humain. C'est ce que dit Norbert Élias dans la société de l'individu, nous avons une inversion de nos modèles politiques à avoir, le modèle individualiste nous abruti, le modèle commun peut aussi nous abrutir mais il y a des méthodes d'organisation communes qui nous humanisent, la question des communs c'est ça. C'est comment on produit la civilisation collective, et comment on civilise l'individu. Et ça, ça change beaucoup de choses politiquement.

2) Selon Norbert Elias, si on veut une politique de civilisation, c'est à partir de la question : comment les communs produisent un plus haut niveau d'humanité et de civilisation. L'autre question est sur l'organisation du champ politique car globalement, comment est orienté le champ politique ? Et je vais poser la question du genre. Là je vous demande de me pardonner parce qu'elle n'est pas beaucoup étudiée comme ça et j'ai encore du mal à la poser correctement. En gros le champ politique c'est le champ de la conquête et historiquement dans toutes les civilisations il y a un invariant anthropologique. Les femmes gèrent le foyer et les hommes conquièrent l'extérieur. Le monde est à conquérir et les femmes gèrent, vous le trouvez partout, c'est ce que Lévi-Strauss et ses héritiers ont pu dire. Une fois que la terre est commune, une fois que la terre est finie, on ne peut plus la gérer comme un espace de conquêtes mais il faut la gérer comme un foyer. C'est un endroit où on ne peut pas repousser les autres mais où il faut organiser le collectif. Organiser le commun. Et ça historiquement, le foyer est un endroit où on ne peut pas virer les gens, il faut organiser la place de chacun, il faut organiser le temps, et ça c'était les femmes qui le faisait. Et aujourd'hui le champ politique est organisé sur le mode de la conquête donc un modèle, je ne crois pas aux valeurs naturelles, mais aux valeurs historiquement construites, le champ politique est organisé sur

des valeurs historiquement construites comme masculines, celles de la conquête. Le champ politique est inopérant à régler les problèmes écologiques car la terre doit être gérée comme un commun et c'était les femmes qui avaient en charge le commun. Et qu'est-ce qu'on voit ici, c'est assez rigolo quand même, celles qui organisent l'espace commun, les organisatrices, qui ont autant de légitimité à parler intellectuellement, en tout cas plus que moi sur les communs, organisent le collectif et nous on est un peu les explorateurs du savoir et du pouvoir. C'est-à-dire qu'on reproduit nous-même la division de genre. Ça c'est une remarque.

Claire Brossaud

Sur la table ronde c'est vrai mais pas sur les ateliers scientifiques, je pondère quand même cette remarque.

Bruno Charles

On le reproduit quand même extrêmement souvent. Même moi à mon corps défendant, je peux mettre une moumoute ce sera pareil. Mais on est sur cette rupture de genre dans le champ politique qui doit nous permettre de penser les communs. On a pas assez pensé cette question du genre, et c'est justement à cette époque qu'on parle de démocratie participative, je n'ai pas retrouvé cette citation de Nietzsche mais il disait « Seule la guerre est masculine, la politique est une affaire de femmes ». Alors c'est du Nietzsche mais il avait raison. Nous sommes sur une transformation de genre, de valeurs qui est fondamentale et qui n'est pas pensée sur le champ politique. Et c'est ce qui nous permet de penser le commun.

L'autre chose c'est la Révolution. Vous avez parlé de révolution, la Révolution c'est le grand soir on prend le pouvoir. Et aujourd'hui on a une question, c'est celle justement du quotidien, c'est que c'est dans les pratiques quotidiennes, dans la construction du territoire justement qu'il faut réenchanter le quotidien. Vous avez cité Michel Foucault, je pourrais aussi citer Michel de Certeau. Mais justement, en reprenant ça, c'est la capacité à ancrer dans nos pratiques quotidiennes ces valeurs que nous construisons que nous produisons du bien commun. Or on a une construction de la citoyenneté qui n'était pas celle-là en France et en Europe. Comment est-on citoyen en France ? Quand on sait lire et écrire. Le 19^{ème} siècle c'est quoi ? Ceux qui étaient contre le suffrage universel défendaient le suffrage censitaire en disant « mais pourquoi on donnerait le droit de vote à des gens qui ne savent pas lire ni écrire ? ». Donc la bataille politique progressiste au 19^{ème} c'était de donner le pouvoir de lire et écrire à tout le monde pour participer aux choix collectifs, et l'école publique. Aujourd'hui on est sur ce modèle, et vous l'avez dit, on passe de la citoyenneté à l'éco-citoyenneté c'est-à-dire que si on veut sortir des problèmes écologiques, il faut mettre dans nos pratiques

quotidiennes les valeurs politiques en lesquelles on croit. D'accord ? Il ne suffit plus de confier à un pouvoir politique par un vote le soin de régler les problèmes, ça ne marche plus. Je peux vous le faire, dans le Plan Climat du Grand Lyon, la collectivité impacte 25 % des émissions, 75 % des émissions nous échappent concrètement. Donc soit on emmène toute la société civile dans une logique de sobriété carbone, soit la politique publique elle a déjà perdu. C'est-à-dire que le modèle de politique publique sur lequel l'élu appuyé par les ingénieurs et par les services, fait le commun pour les autres, ne marche plus. Soit les citoyens s'emparent et construisent eux-mêmes ce territoire et cette politique publique, et là on passe de la citoyenneté par le vote à la citoyenneté par l'acte. Encore une fois, la gestion quotidienne c'était les femmes.

Un petit test pour finir : combien d'entre vous sont sous Linux ? Vous voyez bien cette distinction entre la pensée politique et celle qui nous réunit autour de valeurs et notre capacité à la mettre en pratique. Nous avons peur de le faire. Alors si pour les autres vous faites comme moi j'ai fait au début, vous mettez ce qu'on appelle un double démarrage, vous démarrez soit sous Windows soit sous linux, en deux mois vous ne passerez que sous Linux c'est meilleur. Mais vous voyez bien la difficulté qu'on a, on a des débats politiques sur lesquels on peut s'emballer, mais comment on le met en place au quotidien, comment on le fait réellement ? On ne peut plus le confier aux pouvoirs politiques. Et la gestion du commun aujourd'hui nous appartient, et la question de l'intégration du pouvoir et de la capacité à agir et de l'éco-citoyenneté, notre capacité d'agir elle est là. Voilà c'était deux questions : 1) la question du genre et des valeurs en politique et celle de la transformation du champ en politique et 2) la capacité de passer sur le ré enchantement du quotidien et si on veut parler de commun, chacun le construit mais est-ce qu'on le construit nous-même par notre pratique et non pas par notre discours.

Claire Brossaud

On voit bien que la question des ressources, de la propriété ou plutôt de l'inappropriable structure les communs. Il y a une autre chose qui semble structurer les communs, c'est celle de la gouvernance. Bien que ce terme soit assez polysémique, en tout cas, celle de la démocratie dite participative, où vous employez, vous, Christian Laval, le terme d'autogouvernement. La démocratie participative a déjà été plusieurs fois invoquée dans la gestion d'une ville ou dans la gestion d'un territoire à travers l'histoire, elle revient au goût du jour en ce moment, un renfort de dispositif technique et qui capte justement comme le disait Christian Laval au départ la valeur d'usage de l'individu ou pour que cet individu soit amené à contribuer au processus d'innovation. On connaît les limites de cette participation-là qui vient d'en-haut, qui est assimilée plutôt à la consultation et à un processus qui n'est pas bottom-up. **En quoi les propositions des communs instaurent des modèles d'action**

politique beaucoup plus radicaux que ceux-là ?

Christian Laval

La question qui se pose est de savoir si quand on parle de communs on parle d'expérimentations isolées qui font peut-être plaisir et qui transforment localement les situations ou si nous parlons de quelque chose qui peut s'élever à un niveau de généralité beaucoup plus grand. A savoir, est-ce que c'est un principe politique permettant de penser la réorganisation de la société, de notre modèle social. Il a été dit ici, à mon avis avec grande justesse, que le modèle dans lequel nous sommes est arrivé à ses limites. Je veux dire que si on passe les limites, et on les a peut-être déjà passées, nous allons vers un processus d'effondrement et je crois que ce que réunit beaucoup des gens ici et ceux qui se mobilisent pour le commun, c'est cette sensation, cette impression, cette conscience, qu'il en va de la vie sociale, de la vie tout court. Et donc à partir de là, poser le commun comme un principe politique possible, de réorganisation de la société possible, il me semble que c'est une démarche importante. Disons que c'est une idée à mettre en débat.

Nous avons à faire à un modèle dominant, à un principe dominant qui est celui de l'appropriation généralisée des ressources, et du vivant, et de la connaissance et dans ce modèle dominant, le principe de vie qui nous est imposé c'est celui de la concurrence généralisée pour l'appropriation. Avec ce qu'il entraîne, c'est-à-dire le processus de désastre. Nous avons une réaction face à ce modèle, extrêmement dangereuse. Ce s'appelle le contre modèle identitaire, ou communautaire. C'est le mauvais commun si je puis dire. Parce qu'il ne faut pas non plus idéaliser la situation. Le mauvais commun c'est le repli sur des petites communautés identitaires qui consolident une identité qui se retrouvent sur une communauté de croyances par exemple, mais qui peuvent aussi prendre la forme d'une survalorisation d'une identité ethnique, une identité nationale. Aujourd'hui, c'est la réaction, cette réponse qui a à la fois un caractère réactif et réactionnaire, semble l'emporter. Et donc ce qui est en jeu, c'est de savoir si une autre idée du commun est possible, le bon commun si je puis dire. Il y avait le bon commun à Sienna, le bon commun effectivement serait cette insurrection, attention je ne veux pas dire que les gens vont prendre les armes, construction, ce processus révolutionnaire qui consiste à instituer des formes nouvelles de vie et d'activité et qui prendrait le nom de commun. Des formes sans doute locales, partielles, sectorielles, qui telles des briques, d'une certaine façon, pourraient constituer une société ré instituée. La révolution, attention, ce n'est pas la prise du Palais d'Hiver, ce n'est pas les barricades, la révolution je tire ça de Castoriadis, c'est quelqu'un qui m'apporte beaucoup, qui dit qu'une révolution c'est une ré institution de la société. Et c'est à mon sens, ce qui est en train de s'opérer de façon aujourd'hui, moléculaire, pour reprendre une expression de Guattari cette fois-ci. Une révolution moléculaire, c'est-à-dire, multiplication, diversification, diffusion

d'autres modes d'habiter, de travailler, de consommer, d'habiter le territoire, d'éduquer etc. Un processus révolutionnaire donc, autour d'un principe du commun au singulier. C'est-à-dire qu'il me semble qu'on peut extraire de l'histoire des communs et de la mobilisation autour des communs, un principe politique au singulier : le principe du commun. Il consiste à instituer des modes d'agir démocratiques, visant systématiquement l'usage commun et non l'appropriation. Donc agir démocratiquement, pour l'usage commun, en produisant démocratiquement le bien commun au singulier. Là on joue un peu sur les termes mais il était question tout à l'heure de la santé évoquée par Bruno. Oui bien sûr, la santé publique, la santé pour tous, le bien-être etc., peut être posé comme le bien commun à atteindre à travers l'activité commune, à travers la mise en commun des ressources. Bruno a dit quelque chose d'extrêmement important pour nous, à savoir qu'en effet, le commun, c'est toujours un agir et c'est toujours un agir qui met en commun des intelligences, des ressources, des efforts, du temps etc. Mais vous posiez la question de la démocratie, ce qui me semble vraiment important dans les mouvements, c'est pour ça qu'on a développé cette idée de principe du commun, ce qui nous est apparu fascinant, c'est qu'avec la mobilisation mondiale autour des communs, on sortait de cette dualité du marché et de l'Etat, c'est-à-dire, de cet enfermement tragique de l'histoire occidentale d'abord et mondiale ensuite, où au fond, on aurait le choix qu'entre la monopolisation du bien par la bureaucratie d'Etat depuis la fin du Moyen-Age, tandis que pour les autres, les libéraux, dès le 17^{ème} siècle, qui expliquent que le bien commun, le bien être, ne viendrait que de nos contrats marchands interindividuels. Et nos sociétés sont structurées d'une double façon : et par la bureaucratie d'Etat d'un côté monopolisant la définition de l'intérêt général et c'était très précisément ce qui a été dit tout à l'heure et qui a été extrêmement bien senti et bien pensé, c'est que en effet l'intérêt général tel qu'il est aujourd'hui posé dans l'histoire de notre droit public, est défini et monopolisé par l'Etat, tandis que les libéraux eux contestent la main invisible d'Adam Smith et bien des choses comme ça qui sont bien connues.

Avec les communs, nous avons l'émergence d'une tout autre forme d'organisation sociale. Celle où les gens directement concernés par les usages, participent directement à leur définition, à leur élaboration et à leur production. Ce qui fait que penser l'institution d'un commun au singulier, un hôpital, une école, une ville, un territoire etc. signifie toujours poser l'articulation entre l'organisation de la démocratie, de la délibération et de la décision, en même temps que la destination des biens, des efforts et du temps qui ont été mis en commun. Voilà, utopie d'un côté et en même temps, je pense que c'est ce qui se dégage, c'est le potentiel révolutionnaire qui se dégage aujourd'hui des expérimentations et des luttes que l'on peut observer partout dans le monde, en dépit de leur extrême diversité et de leur ambiguïté que j'ai évoqué tout à l'heure.

Sandra Fiori

Alberto aussi vous parlez dans votre livre d'autogouvernement, donc que ce soit vous ou peut être Bruno Charles, comment à travers les institutions et les modes de fonctionnement qui de fait existent aujourd'hui, **comment est-ce qu'on peut introduire ou composer cet autogouvernement ?**

Alberto Magnaghi

Je suis d'accord avec ce que dit Christian Laval sur la nécessité de constituer des formes nouvelles de vie, d'identités et de reconstruire une société locale qui a été fragmentée, expropriée, par des niveaux de décision toujours plus loin de la vie quotidienne. Ça c'est un problème qui parle de l'enrôlement de l'Etat par le privé pour la construction de situations comme celles-ci. Je voudrais donner un exemple : il ne s'agit pas simplement de dire le commun mais le pratiquer. Nous sommes dans une phase où l'on doit pratiquer des expériences pour vérifier des concepts même de commun. J'aurais beaucoup d'exemples en Italie parce qu'en Italie il y a beaucoup de distances entre la politique institutionnelle et une forte auto organisation sociale au niveau local qui produit toujours beaucoup d'expérimentations. La société de territorialistes que nous avons fondé en Italie avec beaucoup d'Universités italiennes, a un observatoire et une revue qui mettent en évidence toutes ces expérimentations locales qui portent un processus d'auto organisation de société locale et de renforcement de la conscience de la collectivisation d'un lieu. Je vais vous donner l'exemple d'un projet sur lequel nous travaillons actuellement. Nous le collectif universitaire et les villes de Florence, Scandicci et Lastra a Signa qui sont trois municipalités sur la rive gauche de l'Arno, qui est le fleuve le plus important qui traverse toute la Toscane centrale.

Le processus est le suivant. Nous partons d'un fleuve qui est devenu l'objet de pollution et de risques hydrologiques qui n'est plus utilisé comme source de vie mais seulement comme objet de politique de réduction du risque. Nous partons d'une agriculture à côté du fleuve qui est une agriculture résiduelle, à côté de l'avancée de la ville, de l'urbanisation dans l'espace agricole en produisant cette urbanisation qui n'est plus une ville mais une occupation de sols agricoles sans valeur. Une ville qui est post-ville, c'est-à-dire la mort de la ville qui se traduit par l'urbanisation privée d'espaces publics, de beautés, de créations collectives, et totalement privatisée. Voici notre porte de départ. Ensuite nous avons organisé, avec la contribution de personnes, en Toscane nous avons une loi sur la participation qui donne de l'argent pour structurer la participation des habitants. Nous avons organisé un processus qui propose la gestion collective du projet et de définir les règles d'usage du patrimoine territorial à travers un pacte de rivière par le bas. Une fondation partagée dans les règles du nouvel usage du territoire et finaliser un intérêt commun.

L'objectif est de constituer un statut de lieu qui est une reprise du statut médiéval de la ville dans lequel les habitants se reconnaissent dans des objectifs d'organisation de la vie, du paysage, du territoire, du travail etc. et qui font un acte constitutionnel de territoire. Les acteurs de ce processus, c'est important que je vous le dise, sont les trois municipalités, à travers leurs représentants, les fermes agricoles encore présentes et les fermes futures, c'est-à-dire les projets d'installation de nouveaux agriculteurs, des coopératives sociales, des écoles, enseignants, parents et élèves, les institutions publiques et privées de l'environnement, de la bonification, du tournant hydrogéologique, les associations, les agences touristiques de restauration, du commerce, de cantine des écoles, les hôpitaux, des bureaux publics de la prison car il y a une grande prison et les détenus sont accompagnés à l'extérieur pour cultiver la terre commune et l'agriculture sociale : une communauté de migrants, associations du tiers secteur, des coopératives sociales, universitaires, opérateurs de prisons pour les travaux agricoles et les services des détenus. Comme vous le voyez c'est une situation très complexe. Nous ne parlons plus d'une classe, d'une homogénéité mais d'acteurs qui ont des objectifs sectoriels différents. Mais l'enjeu se trouvait dans le pacte qui en reconnaissant la valeur du projet sur le patrimoine commun, chacun y trouvait un intérêt propre pour participer à ce projet collectif de réorganisation sociale de ce territoire détruit. C'est le défi de cette expérimentation. Il est très important car lors des tables rondes que nous organisons, nous avons vu que tous ces acteurs sont très actifs et très intéressés mais sont intéressés pour passer de la participation à l'autogouvernement qui est le passage le plus intéressant.

Nous avons beaucoup d'expérience de participation en Italie, beaucoup d'institutions, j'ai beaucoup travaillé dans les quartiers, sur les fleuves, dans les contrats de rivières, dans les écomusées, le problème c'est que jusque-là, la participation a été une sorte de revendication des habitants vers l'institution, c'est-à-dire que tout le processus participatif des habitants se conclut par un cahier de doléances vers la municipalité ou vers la région. C'est-à-dire qu'à travers la participation on reconnaît encore que les choses doivent être faites par quelqu'un d'autre : le pouvoir. Le processus vers l'autogouvernement ne demande plus rien à personne. On a la conscience de s'organiser et la complexité de ces acteurs qui sont des associations ou des producteurs, avec des artisans, des artistes, des communicants, des agriculteurs, qui sont mis tous ensemble pour construire un patrimoine local sans demander au pouvoir de réaliser le processus de réalisation. Nous sommes actuellement en train d'expérimenter cette étape en Italie. Beaucoup de luttes qui sont nées pour la contestation d'une chose que les habitants ne veulent pas se traduit par une croissance de la conscience de lieu, c'est-à-dire à partir d'une expropriation totale de la connaissance du patrimoine etc., la population qui lutte se reconnaît comme une communauté qui avait disparue et fragmentée, qui travaillait en dehors de la vallée, commence à se reconnaître comme une communauté

ouverte qui se pose la question de la réinvention de l'usage collectif des ressources du territoire qui avant n'étaient pas perçues par la population locale qui voyait la métropole, la grande usines, le travail extérieur etc. A travers cette lutte, s'accroît cette conscience. A travers ces expérimentations, nous allons le plus possible, imaginer à travers un auto investissement social, par des système socio-économiques locaux, la grande et inexplorée énergie latente, pensée pour la construction d'un réseau national et international de globalisation du bas. C'est-à-dire qui part de ces expérimentations d'autogouvernement social local pour se fédérer sous la forme solidaire et reconstruire le pouvoir général à travers cette commission fédérative.

Bruno Charles

Vous savez, tous les dispositifs, toutes les dispositions existent pour reprendre le pouvoir sur sa propre vie par le quotidien. Et on peut penser que cette ré institutionnalisation du quotidien elle va être révolutionnaire, cette confiance qui nous manque, que ces modes locaux de construction collective peuvent réellement apporter une solution globale et massive. Si on a cette confiance-là, si on y croit, les solutions existent : contre l'appropriation des terres il y a les AMAP, il y a 5000 familles en AMAP à Lyon ce n'est pas assez, les coopératives d'habitat, on en fait émergé, il y a le village verticale à Villeurbanne, il y a une gouvernance locale - sur ce qui aurait été sinon une opération de promotion immobilière ou du logement social - sur l'appropriation du vivant on est en train de mettre en place des jardins Vavilov à partir de l'Institut Vavilov à Saint-Pétersbourg qui a la plus grande banque de semences libres au monde. Nous sommes en train de réapproprier un certain nombre de variétés qui ont été créées à Lyon et qui ont été confiées à des maraichers qui les cultivent car évidemment au bout de 10 ans une graine perd son pouvoir germinatif si elle n'est pas cultivée. C'est pour ça que le projet Norvège Svalbard c'est une connerie car c'est un cimetière, ce n'est pas un conservatoire. Pour garder ces semences libres et vivantes contre l'appropriation du vivant car si on fait l'histoire des variétés anciennes, elles ne seront pas appropriables, donc on travaille sur ces jardins Vavilov pour maintenir des variétés anciennes libres. Sur les coopératives, il y a par exemple une initiative qui a été lancée par un ami qui s'appelle Vrac, c'est pour fournir une alimentation et des produits de qualité dans les quartiers populaires, se servir des lieux d'éducation populaire classiques, qui ont un peu perdu de leur souffle, pour réunir des familles pour acheter soit de l'alimentation soit des produits de qualité à des prix qui sont accessibles. Les modes de réappropriation de gouvernance qu'elle soit par les jardins, par la coopérative d'habitat, ces capacités, ces initiatives, elles n'attendent que nous pour grandir et devenir de véritables alternatives sociales et devenir même majoritaires. Elles attendent notre confiance dans cette capacité à la faire grandir. Là où je mettrai à modulo, c'est que ce n'est pas indépendant du pouvoir

politique, sinon je ne me présenterai pas forcément. Les questions de choix budgétaires dans les collectivités, c'est décisif. La coopérative d'habitant elle existe à Villeurbanne car la collectivité a mis le meilleur terrain de la ZAC à sa disposition, à un prix qui n'aurait pas été le même pour un promoteur. Et par exemple, je soutiens l'Alliance régionale des AMAP. Donc ces choix, ces pratiques quotidiennes territorialisées, collectives, avec une gouvernance, dépendent aussi des choix de la collectivité de financer telle ou telle chose. Et donc si demain Wauquiez gagne la région, toutes les initiatives vont être taillées et la capacité de la société aujourd'hui à les financer, je la trouve encore faible, et donc ce n'est pas indépendant des choix électifs. Mais on doit marcher sur nos deux jambes, aujourd'hui le politique ne peut rien si le citoyen ne s'organise pas et n'invente pas ces gouvernances locales. Et la notion de commun elle est fondamentale pour irriguer politiquement ces alternatives. Je vais citer deux autres choses, Linux j'ai déjà fait, j'espère qu'à la fin vous allez tous télécharger et installer Linux. Anciela, une association locale qui est tenue par quelques jeunes, à créer un guide de l'engagement avec 400 possibilités d'engagement à Lyon. Il sera disponible sur le festival Alternatiba. Donc ce dont mes voisins ont parlé, toutes les initiatives qui s'ancrent dans cette philosophie des communs, cette idée de la reconstruction, de la prise de pouvoir sur nos vies quotidiennes, et la reprise du pouvoir politique réel, elles sont latentes, elles sont potentielles, elles n'attendent que nous pour les faire vivre. Je ne vais pas redévelopper, mes voisins l'ont dit beaucoup mieux que moi, mais ce n'est pas de l'abstrait, ce n'est pas du lointain, c'est du vivant, aujourd'hui ça grandit et c'est ce pour quoi je me bats politiquement. C'est du possible.

Et j'allais oublier quelques initiatives : toits en transition, les coopératives de production d'énergie, pour éviter que ce soit le nucléaire et les pouvoirs politiques qui nous l'imposent. Il y a des coopératives d'énergie qui se mettent en place partout, qu'est-ce qu'on attend pour le faire ?

Questions du public

Public

Je suis un peu gêné par la campagne électorale d'un élu. Ceci étant dit, j'aimerais revenir sur la révolution. Proudhon, au 19^{ème} siècle, parlait de révolution à petit feu, c'est-à-dire en disant on va multiplier les associations ouvrières, on va multiplier les mutuelles d'entraide, on va multiplier les banques populaires, donc il en a créé une qui a fait faillite au bout d'un an. Qu'est-ce que ça a donné très concrètement par rapport à cette révolution-là ? Et j'ai l'impression que M. Laval est un peu dans cette logique aussi c'est-à-dire qu'il espère qu'une accumulation de transformations, d'institutionnalisation d'expériences nouvelles va créer un mouvement qui renversera un système néolibéral, que vous souhaitez voir tomber, que

je partage bien sûr mais ils sont forts de l'autre côté. Vous l'avez déjà souligné avec la récupération d'un certain nombre de choses dites communs et que, je ne me souviens pas de son nom, mais il y a un des grands milliardaires du monde qui dit « il y a bien lutte des classes, mais j'ai bien l'impression que nous sommes en train de gagner cette guerre ». Donc là je crains que ne vous soyez Proudhoniens, c'est-à-dire que vous entreteniez un mythe qui n'aboutira pas, une utopie qui n'aboutira pas.

Christian Laval

Votre objection est tout à fait fondée. C'est-à-dire que même si on fait grand cas dans notre livre de Proudhon, néanmoins je voudrais tout de même ajouter que nous avons fait un livre de 815 pages sur Marx, donc on a compensé, disons. Proudhon est une figure extrêmement importante mais nous ne tombons pas, je ne crois pas, dans ce travers qui consisterait à penser comme vous le dites, que de petites communautés, des petites expérimentations etc. suffiraient à renverser ce que vous avez très justement appelé un système. Le système de faire, globalisé du néolibéralisme. Evidemment il faut avoir des concrétions, des cristallisations politiques dans des mouvements plus organisés et nous ne devons pas éviter de penser que des affrontements extrêmement durs seront nécessaires pour renverser un système de cette nature. Mais en même temps, nous ne pensons pas que ce système émergera en dehors des expérimentations qui constitueront des bases déjà expérimentales, comme des espèces de laboratoires en quelques sortes, de formes sociales plus étendues. Deuxième chose, je pense que nous avons d'ores et déjà, avec l'Etat social, avec l'Etat éducatif, toute une série d'éléments qui peuvent constituer des institutions qui en se transformant peuvent devenir de véritables institutions du commun. Je veux dire, écoles, hôpitaux, services sociaux de toutes natures etc. peuvent devenir des bases du commun à condition d'être transformés démocratiquement. Les entreprises privées, capitalistes, ne doivent pas être perdues de vue. Nous ne pensons absolument pas que la multiplication des expérimentations territoriales, rurales, etc. suffiront. Le cœur du problème restera la transformation des entreprises capitalistes en entreprises du commun. Et c'est le point qui reste toujours décisif, mais nous ne pouvons pas non plus répéter ce qui a été un feu de paille dans les années 70, à savoir le mouvement pour l'autogestion ouvrière, et qui, d'une certaine façon, pour des raisons diverses et variées très compliquées, s'est éteint assez rapidement. Le commun c'est sans doute dans le droit fil de l'autogestion et des conseils ouvriers, il y a toute une histoire, et avant, ce que vous avez rappelé, c'est-à-dire les associations ouvrières du 19^{ème} siècle, je crois qu'il y a une tradition longue qui se prolonge à travers les communs, mais vous voyez que aujourd'hui, là encore, il y a du nouveau, et le nouveau c'est précisément que ce n'est plus seulement le lieu de production qui est concerné par la problématique de l'autogouvernement qui devient une forme politique généralisée qui peut être mise en

œuvre dans tous les domaines de la vie sociale. Donc la perspective finale de notre bouquin n'est pas du tout celle de l'encerclement par les expérimentations locales. Elle est plutôt la fécondation, je dirais, de l'ensemble de la sphère sociale par le principe du commun. Le grand rêve c'est que des partis politiques s'emparent de cette problématique-là, que les syndicats ouvriers ou ce qu'il en reste, s'emparent de cette question-là et que de multiples associations s'emparent de cette chose là pour se fédérer dans un vaste mouvement du commun capable d'affronter directement les forces considérables qui défendent le modèle néolibéral. C'est-à-dire la droite, l'extrême droite et la plus grande partie de la gauche actuelle. Il faudra évidemment affronter 90% des forces politiques et sociales.

Charles Bruno

Je voulais m'excuser si j'ai donné l'impression d'être en campagne, je me suis emballé, ce n'était pas le but. Malgré tout, ce sujet touche à des choix, à des visions politiques et philosophiques, mon voisin l'a rappelé. D'autres partis de d'autres groupes que moi auraient pu tenir ce discours, pas tous, et il y a un choix à faire et c'est à vous de faire votre chemin dedans. Qu'aurait-été le droit à la santé sans les mutuelles, historiquement ? A un moment donné de taille, je ne sais pas si c'est 10, 20%, la boule de neige se fait et on devient facteur d'organisation du champ dans lequel on est sans être 100% du champ. C'est pour ça que toutes ces alternatives, si elles grossissent sans devenir 50% ou 70% de la réalité, une fois qu'elles ont atteint une taille critique, elles obligent les autres à se réorganiser. Je crois profondément que cette capacité de multiplication d'alternatives peut changer la société en profondeur. Je le répète, relisons notre propre histoire de fin 19^{ème}, début 20^{ème}, qu'aurait-été le droit à la santé sans les mutuelles ?

Luc Bousquet

Le paradoxe veut que la création de la Métropole nous a épargné une élection qui était la première en France où finalement cela rendait la parité obligatoire. Alors dans cette Métropole, très offensive qui a plein d'initiatives, quand est-ce qu'on peut espérer au minimum une parité, voire plus, si l'avenir est aux femmes, ce que je crois profondément.

Bruno Charles

L'avenir n'est pas aux femmes, il est à la parité. Et à la transformation du champ politique sur des valeurs historiquement construites comme féminines. Les femmes qui sont sur le champ politique, il y a une amie, Barbara Romagnan qui est députée du Doubs, qui a fait une thèse en disant « les femmes sont-elles de la politique autrement ? » et en réalité elle a démontré que les femmes qui réussissent sur le champ politique font exactement la même chose, avec des paradoxes comme les femmes de droites sont moins cumulardes que les femmes de

gauche et quand elle va les interroger, les femmes de droite disent qu'elles ont « une famille à s'occuper » alors que les femmes de gauches disent « de quel droit ce serait moi la femme qui m'occuperait de la famille ? » Et du coup elles sont plus cumulardes que les femmes de droite. Donc ce ne sont pas les femmes en tant que réalité biologique, en tout cas il ne faut pas biologiser le débat, d'accord. On est bien sur une transformation des valeurs du champ politique qu'il va falloir organiser. 2020, si ce n'est pas remis en cause, car c'est la première vraie élection de la métropole au suffrage universel et la parité. Et au-delà de la parité dans la représentation, il y a aussi d'autres choses sur lesquelles il faut travailler, sur lesquelles il faut se battre, c'est la parité dans l'exécutif et le fait que les hommes s'occupent plus de l'économie et les femmes du social. C'est-à-dire que si vous prenez les délégations, les hommes sont à l'économie et les femmes sont à l'éducation. Et même s'il y a une égalité en nombre, il y a une division qui se fait dans les champs desquels on s'occupe, ça aussi c'est une bataille. Ce sont des batailles culturelles qu'il faut mener et qu'on peut gagner. Si l'hégémonie actuelle est encore plus à droite on pourra régresser. C'est-à-dire qu'il y a un mouvement pour dire : les femmes dégagez. Donc ça c'est une bataille politique, mais pas électorale.

Public

Ma question s'adresse plutôt à Bruno Charles et est assez pratique pour sortir un petit peu du dualisme dont on a parlé entre l'Etat et les marchés. Est-ce que ce n'est pas possible d'instituer aujourd'hui dans la Métropole, des moyens de gestion qui nous feraient sortir de « soit la régie, soit l'entreprise », pour des choses communes ou publiques, on appelle ça comme on veut suivant notre culture politique. Avec des statuts comme la SCIC, la société coopérative d'intérêt collectif qui permette finalement de faire société avec tout le monde et d'avoir un autogouvernement, si je puis dire, de certains biens comme par exemple les transports publics avec tous les acteurs de la société avec pas seulement avec l'Etat, ou le marché, ou uniquement les consommateurs et les salariés mais d'affilier tout le monde dans la gouvernance. Ce qui me semble quelque chose de très pratique qui se développe aujourd'hui, la SCIC, et qui répond en grande partie à beaucoup de ces interrogations autour du commun.

Bruno Charles

La SCIC a été créée par Guy Hascoët qui est un ami, donc effectivement je défends les SCIC. La question de la participation et de la cogestion, prenez l'exemple des transports collectifs de la région lyonnaise. Ce que je crains aujourd'hui, c'est que toutes les formes descendantes soient disant de démocratie participative, construisent des experts bénévoles. On a des gens qui trouvent une posture en tant que représentants de la population, on ne sait pas à quel

titre, et qui ont leur expertise qui est personnelle avec une association où il y a parfois 3 ou 4 personnes et qui sont le prétexte, qui disent « regardez on fait de la démocratie participative, on a des usagers ». En vérité, la question c'est : comment on assure la participation, (il y a 1 million de voyages par jour dans le Grand Lyon), comment tous les usagers participent à l'amélioration du réseau et comment on trouve une forme institutionnelle où l'on élargi la gouvernance à 2 ou 3 personnes sur 1 million en disant qu'ils représentent les usagers, ça je n'y crois pas. Et comment on construit cette forme d'appropriation collective d'un réseau d'une certaine taille. La question que nous n'avons pas posée c'est jusqu'à quelle taille la gouvernance est possible ? Et là je n'ai pas de réponse. Effectivement à une taille réduite, la gouvernance, la participation est possible. Quand on arrive à une certaine taille comme avec l'exemple des transports collectifs, comment assurer une gouvernance collective, comment faire participer et par quelle méthode ? Elle reste à inventer à mon avis.

Claire Brossaud

Nous avons justement envisagé de poser la question de l'échelle. On voit bien que le local est structurant mais il y a d'autres échelles aussi qui peuvent être structurantes.

Public

Nous avons parlé au début des usages numériques, le fait qu'aujourd'hui nous avons cette problématique qui rentre en compte. Problématique ou solution d'ailleurs, qui pourrait amener à une certaine participation s'il y a des idées et qu'il n'y a pas seulement un conseil d'administration avec plusieurs collèges de représentants de tel groupe social mais aussi d'une participation directe d'un plus grand nombre.

Bruno Charles

Il faut aller plus loin car le numérique ce n'est qu'un outil. La réalité de ce truc là c'est que les intérêts de la population sont contradictoires en réalité. Ce n'est pas parce qu'on fait de la participation qu'on va arriver à « tout le monde est d'accord ». Une concertation c'est très facile. Vous savez ce qui s'est fait dans la tradition française, je crois que Charles Pasqua a été champion là-dessus, on fait une concertation avec des centaines de milliers de personnes donc tout est dit, et on prend ce qu'on veut et on dit nous avons concerté. La question c'est comment on fait sortir l'expression des intérêts divergents et des avis divergents, comment on les met en scène et comment on essaye de trouver collectivement des solutions pour les dépasser. Le numérique est une solution parce qu'on peut massifier les avis mais ça ne donne pas une capacité d'organiser cette apparition des intérêts et des positions contradictoires. Ce n'est pas simple.

Public

C'est justement sur cette question des échelles où je voulais intervenir et je pense que ça s'adresse vraiment à tous les trois. C'est-à-dire que dans le cadre de ma pratique associative qui m'amène ici, il y a la possibilité que l'expérimentation participe d'un commun. Je suis dans une association qui s'appelle les Passeurs, à Grenoble, qui récupère des espaces vacants pour habiter et ce, tout simplement, sans objectif ou quoi que ce soit. Nous avons mis en place un positionnement collégial, il n'y avait pas de récépissé collégiale à la mairie de Grenoble, nous avons été obligés de remonter jusqu'au ministère de l'intérieur pour pouvoir être en collégial et du côté bancaire également. Ce que vous évoquez là, dans cette pratique-là, j'ai cette conviction, cette croyance et cette porosité possible. D'autre part, je suis psychologue clinicienne, j'interviens dans la santé et là la question de l'expérimentation, du dispositif, d'avoir le droit de chercher et de créer est complètement annihilé car ce sont les protocoles qui nous disent comment faire. Et je crois que là, la question des communs arrive à une autre échelle et on en est même, alors vous parliez de brevetage de graines, ça c'est connu, ce qui arrive maintenant c'est le brevetage du geste. C'est-à-dire que j'ai un ami qui est chercheur dans le grand nord, et maintenant pour forer, le geste du forage est breveté et si vous allez entreprendre ce geste, il va falloir restituer à qui de droit le brevet. Je pense qu'en chirurgie ça existe peut-être déjà. Je trouve que cette question d'échelle résonne vraiment avec le clivage du petit et de ces textes qui nous régissent malgré tout.

Alberto Magnaghi

Dans notre expérimentation, je pense que l'échelle fondatrice est celle de la proximité sans laquelle on ne peut pas réorganiser et construire la société locale. Mais le risque c'est la fragmentation, la permanence décision supérieure, il y a beaucoup de risque dans ces situations-là. Nous avons fait des expériences en Italie sur ce thème, qui sont des expériences de contrats de rivière et de plan paysagers régionaux. Dans tous les cas, nous avons expérimenté plusieurs formes de participation.

Par exemple, dans le plan paysager de la région des Pouilles nous avons commencé avec 4 communautés qui est une forme importante très reconnue par la population d'une ville, d'un quartier, de son propre patrimoine. Comme dit la convention européenne des paysages, les habitants s'aperçoivent des éléments patrimoniaux de leur propre territoire. Alors nous avons construit des cartes des communautés, qui sont très belles, je voudrais vous les montrer mais nous n'avons pas le temps, elles ont été élaboré avec les habitants, les artistes locaux, les historiens locaux. C'est tout le savoir du territoire qui a construit ce produit. Ce sont des exemples en Pouilles de ces cartes des communautés qui mettent en valeur les éléments symboliques des territoires, les activités humaines, la nature, les formes

d'agriculture, tout ce que les habitants voient comme valeur d'existence du patrimoine. C'est la première étape pour pouvoir construire des actions car si les habitants ne sont pas conscients de leur propre patrimoine, ils ne peuvent pas juger des actions de l'administration et des possibilités. Mais les formes ont été très différentes. Nous avons eu des groupes de travail des producteurs du paysage, c'est-à-dire des agriculteurs, des associations industriels, associations de commerces, de tourisme qui se sont organisés pour trouver des convergences communes entre eux pour la valorisation du patrimoine du territoire. Ça a été organisé avec les associations régionales donc au niveau régional. Nous avons fait des conférences dans les zones des communes qui mettaient en lien les administrateurs locaux, la population, les associations locales sur le projet de reconnaissance du patrimoine local et des règles collectives pour les valoriser. Nous avons institué des projets expérimentaux sur les problèmes spécifiques à l'échelle d'une petite région, nous avons fait un site Web sur lequel la population pouvait organiser ses doléances et même les bonnes pratiques de sauvegarde du territoire, et ça a été un élément de socialisation des connaissances des citoyens actifs dans le territoire, etc., etc. Ce qui était intéressant, c'est que dans ce plan paysager qui a été approuvé, tous ces instruments très différents entre eux par niveaux ont été utilisés. Par niveaux car une population régionale c'est difficile à mettre dans une chambre, ce n'est pas pour rien que Platon disait qu'une ville ne devait pas dépasser 5 000 habitants (sans les femmes, seulement les propriétaires masculins) pour pouvoir les réunir en assemblée. Il pensait là au dimensionnement de la ville à partir du problème de la gouvernance démocratique. Maintenant nous avons surmonté tous ces problèmes, nous avons la possibilité de faire une ville globale. Je disais que pour la première fois, toutes ces expérimentations de différents niveaux de participation qui ont affronté des problèmes différents mais connectés entre eux apportaient l'énorme technique du plan régional, une session qui était dédiée à tous les instruments de participation qu'on a expérimentés dans la phase de construction du plan. Et ce chapitre de notre technique s'appelle « la production sociale du paysage » à travers l'insertion d'instruments différents à différentes échelles mais qui sont devenus loi obligatoire. C'est un passage très important. Non pas que la révolution se fasse avec des obligations mais c'est un passage important pour le passage culturel de la pratique de la planification territoriale en Italie.

L'autre exemple, celui des contrats de rivière par le bas que nous avons introduit en Italie il y a une table ronde la semaine prochaine à Milan, la dixième grande réunion pour la confrontation de toutes les expériences de contrats de rivière de lacs, de montagnes, de paysages... C'est-à-dire que le contrat est une forme contractuelle entre différents acteurs pour la gestion d'un bien commun comme le fleuve, le système fluvial... Là nous devons organiser différents outils de participation car on va dans le quartier d'une ville à la conscience d'appartenance à une même communauté de toute la vallée que le fleuve

traverse. Nous avons par exemple, pour le contrat de fleuve de l'Arno en Toscane, organisé des promenades avec les cheveux, les canaux, le vélo de la source du fleuve jusqu'à la mer. Et à chaque ville nous organisons une assemble pour communiquer sur tous les problèmes qu'on vivait autour du fleuve et ça nous a apporté un manifeste pour l'Arno qui a eu différents niveaux de participation, de la ville, du parcours, des différents problèmes de la rivière, de la pollution, des problèmes hydrogéologiques, des problèmes de jouissance, des problèmes de l'agriculture. Chaque fois les acteurs étaient différents et à différents niveaux d'organisation du débat et des problèmes.

Ce sont donc deux petits exemples qui montrent qu'il est très nécessaire d'inventer ces instruments de différents niveaux de participation parce que le problème est insoluble à une seule échelle.

Public

Je viens d'une ville où l'on parle beaucoup de co-construction. Je me demande qui décide de ce qui est commun. Ensuite, qui est commun entre qui ? Ce n'est pas parce que nous sommes à Lyon, foyer national du bloc identitaire que le mot identité doit être évacué. Est-ce que j'ai vraiment envie de faire du commun avec Gérard Collomb ? Très sincèrement non. Mais là il se trouve qu'au mois de septembre, on s'est posé la question au niveau des associations régionales qui travaillent sur des questions de pauvreté, de précarité et d'exclusion, je le sais car c'est moi qui ai écrit la note, la condition pour la réussite d'une politique sociale c'est que les personnes concernées soient associées. Sinon c'est l'échec. Il y a un livre qui est sorti « Apprendre de l'échec du RSA » dans la collection liaisons sociales. La question que je me pose c'est comment on définit ce qui est commun ? qui le définit ? C'est commun pour qui ? Est-ce que à la base, il ne faut pas un imaginaire d'abord qui fabrique un récit, qui fait qu'on décide après qu'on met des choses en commun. Je n'ai pas envie de mettre en commun avec le MEDEF, je n'ai pas envie de mettre en commun avec la fraternité Pie-X puisque je suis à Lyon je suis dans un bastion catholique. Est-ce que le préalable, avec qui on fait commun, ce n'est pas une question. Est-ce que la définition du commun est fixe ou évolutive ?

Autre question

Je voulais dire à M. Laval que j'avais beaucoup apprécié sa réponse à la première question qui me semble fondamentale, c'est-à-dire est-ce que la somme d'expériences morcelées peut arriver à renverser un système néolibéral qui est extrêmement puissant et je pense qu'on est pas assez revenu sur la Commune de Paris qui est à mon sens la première expérience très significative, ils s'appelaient les Communards donc je pense que c'était très lié à notre sujet, et en fait il faut se souvenir qu'ils ont réussi à structurer l'ensemble de l'organisation de Paris pendant plus d'un an à travers un système de conseils démocratiques

etc. qui étaient extrêmement efficaces puisque ça a bien marché et eux ils avaient fait deux morts au début, ils avaient tué deux généraux de l'armée napoléonienne. Et à la fin les versaillais en ont tué 30 000. Ce qui veut dire que le fait qu'ils aient été isolés à l'échelle de Paris, a permis finalement à la puissance versaillaise d'organiser militairement le massacre des Communards. Ils ont arrêté parce qu'il y avait des problèmes sanitaires à Paris lié au nombre de morts qui étaient dans les rues et qui pourrissaient. C'est pour ça que je pense que M. Magnaghi qui parle des différentes échelles, qu'il faut quand même avoir en tête que l'objectif c'est d'aller au-delà de la petite expérimentation locale car celle-ci fait justement référence à Proudhon et à quelque chose qui à mon sens ne peut pas vraiment aboutir au renversement du néolibéralisme si c'est bien ça dont on parle.

Autre question

Moi ce n'est pas une question, c'est seulement une proposition, une suggestion dans le cadre du festival parce que si un commun est un agir, il faut savoir le construire et donc dans le cadre du festival, à la fin, en clôture le 17 octobre, à la MJC Monplaisir, il y a une journée de co-construction de communs qui est proposé en termes d'ateliers dans lesquels on vient avec une idée de commun possible, et on va essayer de le faire. Je pense que ça rejoint bien ce qui a été dans le sens que ça se construit, c'est un vivant. Donc venez le 17 et exercez-vous aux communs

Christian Laval

Quelques mots peut-être sur la question du récit. Je suis très sensible à ce que vous avez dit, je reprendrai la formule de Castoriadis, c'est-à-dire que l'idée qu'émerge des significations imaginaires transformatrices de société, créatrices d'histoire, c'est quelque chose qui me paraît fondamental. Le 19^{ème} siècle a fait naître, de façon assez comparable à ce qui se passe aujourd'hui, le récit de l'association, il y a une nouvelle représentation du travail, de la vie sociale etc. L'association était la clé, peut-être surinvestie, de l'émancipation ouvrière, face à l'autre récit de la bourgeoisie qui était le récit de la propriété. Association contre propriété. Aujourd'hui je crois qu'autour du commun c'est quelque chose de l'ordre du récit qui est en train de se construire. On construit des communs mais en construisant nos communs, peut-être partiels et locaux, nous alimentons un plus vaste récit qui se traduit par notre présence ici, par les livres, les articles, par tous les emplois des formules du lexique du commun. Donc ça c'est extrêmement important.

Et deuxièmement, les pratiques par contre du commun, effectivement sont nécessairement sélectives car elles demandent d'abord de partager des valeurs, un idéal, des principes etc. Nulle crainte, je ne pense pas qu'avec le bloc identitaire il y ait des gens ici qui voudraient faire quelque commun que ce soit. Il faut aussi différencier les échelles, il faut aussi

différencier les temps, les époques. Nous ne sommes pas là aujourd'hui pour penser une réorganisation de la société dans les mois ou même dans les prochaines années. Nous avons sous-titré notre bouquin : « essai sur la révolution au 21^{ème} siècle », on s'est donné un peu de temps. Et donc, appel aux générations à venir, pour effectivement opérer une révolution. Dernier point. Les échelles, évidemment, sont à la fois force d'un problème mais correspondent aussi à la question des objets. L'exemple de l'Arno qui vient d'être donné est à mon avis tout à fait exemplaire. Faire d'un fleuve comme l'Arno un commun, suppose en effet que l'action, l'agir, prenne en compte toutes les dimensions et toutes les échelles du fleuve, depuis la source jusqu'à la mer. Et donc l'ensemble des usagers et des gens qui sont concernés par le fleuve en tant que commun. Mais ce qui s'est inventé au 19^{ème} siècle et je suis désolé d'évoquer encore Proudhon, parce que Proudhon n'était pas seulement penseur de la petite Commune, c'était le penseur de la fédération et du principe fédératif. En gros, l'opposition était celle de la centralisation autoritaire. Les versaillais que vous avez évoqué. La centralisation autoritaire de l'Etat : tout descend du haut vers le bas. Ou la solution fédérative, qui part du bas et qui instaure de la coordination progressive sans abolir le niveau local ou le niveau sectoriel etc. Aujourd'hui, beaucoup d'associations professionnelles sont organisées sur le mode de la fédération, c'est quelque chose d'extrêmement courant, depuis un siècle et demi, le modèle, la forme fédérative, sans doute dévoyée, la FIFA en donne le pire exemple, mais le modèle fédératif existe bel et bien et pourrait constituer encore un modèle intéressant. La Commune de Paris c'est un peu un contre-exemple. Il faut quand même avoir juste un point de détail. Les Communards de Paris n'attaquent pas Versailles parce que leur récit communaliste les amène à penser que la révolution se fera par l'insurrection communaliste, à Lyon, à Marseille, à Montpellier et dans d'autres villes. Ils attendent que la forme commune, la forme politique de la commune, émerge par imitation. En quoi ils se trompent. Ils n'attaquent pas Versailles car pour eux ce serait un contre sens de prendre le centre alors qu'ils veulent décentrer l'action et donc la configuration politique. Et c'est pourquoi ils vont être écrasés ce que leur reprochera par exemple Marx, qui, il faut bien le dire, fait l'éloge de la constitution communaliste c'est-à-dire que Marx se rallie à l'esprit Proudhonien, justement de l'esprit fédératif qui animait les Communards.

Bruno Charles

Cette question du récit est fondamentale parce qu'elle est aussi une réponse à cette question des échelles. Si on pense l'action locale ici sans penser aux mouvements des paysans sans terres au Brésil, sans penser la coopération avec le mouvement des coopératives d'énergie en Allemagne, sans penser au travail des communautés villageoises en Afrique contre l'appropriation des terres, et bien on a rien compris. Effectivement on sera

tout seul contre un système. Mais le vrai mouvement de réappropriation du pouvoir, de redonner le pouvoir aux individus contre des politiques qui peuvent être de droite, capitalistes mais aussi des politiques de gauche, je pense notamment à l'exploitation minière en Amérique du Sud et à l'écrasement du droit des communautés indigènes, on n'a pas compris. On est dans un mouvement mondial de réappropriation du pouvoir vers le local. C'est bien là qu'on peut faire système. Et le récit il est là. On n'est pas tous seuls ici, on est en train de reconstruire cette capacité. Effectivement, les moyens numériques sont aussi un atout de communication sur lequel on doit construire ce récit qui est un récit planétaire de réappropriation du pouvoir citoyen et il se fait par l'action locale. Et c'est pour ça que si on ne croit pas que l'action locale n'est pas possible, il suffit de regarder ce qui se passe ailleurs. C'est que par là qu'on y arrivera.

Et sur l'autre question. Oui il y a des identitaires, oui on n'aime pas tel ou tel. Et c'est bien ça le problème nous avons un territoire en commun avec eux. Ils ne peuvent pas nous exclure, ils ne nous excluront pas, mais on ne peut pas les exclure. On peut combattre cette vision politique et regagner une hégémonie qu'on a perdu. Et justement, dès lors qu'on définit un territoire en commun, c'est que soit on procède à l'élimination physique, je ne pense pas que ce soit la solution, soit on se dit finalement dans ce territoire en commun on ne partage pas des valeurs communes mais comment on le gère ce territoire en commun. Et c'est bien une complexité parce qu'on passe du mouvement militant avant et quand on est en responsabilité on se cogne à la réalité des gens qui ne pensent pas la même chose que nous et ça, comment on le gère en commun.

Remerciements et clôture de la table-ronde.